

CROYANCE, FINANCE, CONFIANCE DANS L'INDE ANCIENNE

ENTRETIEN AVEC CHARLES MALAMOUD

DIRECTEUR D'ETUDES A L'ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES, V^e SECTION

La “déesse croyance” est une déesse qui compte parmi les divinités de l’Inde ancienne tout comme du reste il y a une déesse *Fides* (Foi) dans le panthéon de la Rome ancienne. Et l’un des problèmes que vous voulez aborder, est celui des rapports entre l’argent et la confiance. Il me semble, bien que je ne sois pas du tout compétent en la matière, que cette question se pose dès l’instant qu’il s’agit de monnaie fiduciaire puisque “fiduciaire” contient un élément de “foi”, de “confiance” dans la capacité qui est attribuée à l’argent de se transformer en richesse matérielle. Que puis-je dire en tant qu’historien des religions et spécialiste d’un domaine tout à fait exotique, à savoir l’Inde la plus ancienne ? Sur les rapports entre l’argent et la croyance, il se trouve que si l’on pose, précisément, la question en ces termes, nous la voyons très nettement formulée dans des textes qui remontent à trois mille ans. Peut-être pas de façon aussi technique que je le donne à croire mais tout de même. Voici de quoi il s’agit : premièrement, il y a dans ces textes sacrés de l’Inde qui ont été composés il y a environ 3000 ans et qui constituent la base de la religion indoue, une très étrange définition de l’homme, de la nature humaine, ou plus précisément, sinon une définition du moins une caractérisation. Premièrement, il est dit que l’homme, dès l’instant où il naît, où il vient au monde, est un être qui ne s’appartient pas. Son existence même, son être même, il ne les possède pas car il consiste en un dépôt que lui a confié, ou plutôt lui a imposé le dieu de la mort et que ce dépôt, le dieu de la mort le lui reprendra nécessairement, c’est-à-dire que l’événement de la mort n’est rien d’autre qu’une restitution. Il est très remarquable que c’est précisément le terme

dépôt qui est employé, terme qui par ailleurs signifie le dépôt d'un bien que l'on fait auprès de quelqu'un, c'est-à-dire un prêt, ou encore un bien matériel qui sert de gage à un emprunt. Autrement dit, d'emblée, c'est le vocabulaire des transactions matérielles, vocabulaire fondé sur la notion de dette qui est utilisé pour formuler des vérités de caractère philosophique et religieux.

Il existe une autre série de textes qui nous enseignent que l'homme est toujours dès sa naissance, par sa nature même, affecté de dettes, au point même que l'on dit qu'il n'a pas seulement des dettes mais qu'il est lui-même une dette. Il est constitué en dettes. Ce caractère est précisé par une énumération des créanciers auprès de qui il est, sans avoir jamais contracté d'emprunt, par définition et d'emblée endetté. Il est endetté à l'égard des dieux, des ancêtres, et du texte sacré que l'on appelle le Véda. Il existe tout un programme de vie qui consiste à régler ses dettes, on passe sa vie, la vie bonne, correcte, à régler ses dettes. Ce programme consiste à trouver les moyens de régler progressivement ces dettes dont on a été affecté dès la naissance sans avoir jamais rien fait pour cela. Et je le répète, il n'est pas question de chute, de péché originel. On n'a jamais rien emprunté et cependant, on est dès la naissance caractérisé par cette espèce de manque, de creux, que l'on a en soi. On passe son temps, si l'on veut vivre correctement, à régler ses dettes à l'égard de ces trois créanciers précédemment énumérés.

De plus, j'ai parlé à l'instant du dépôt qui est opéré par le dieu de la mort ; il existe ainsi des constructions qui ne sont pas très claires mais qui donnent l'impression que l'on arrive à vivre en fractionnant la dette fondamentale que l'on a à l'égard du dieu de la mort, en inventant des créanciers intermédiaires. Les dieux, les ancêtres et le texte sacré sont comme des créanciers intermédiaires avec lesquels il est possible de traiter. On peut vivre dès l'instant que l'on règle ses dettes à l'égard de ces trois créanciers. On règle ses dettes envers les dieux en faisant des sacrifices, en célébrant des rites ; pour les ancêtres, on règle sa dette en se mettant en position de devenir ancêtre soi-même, c'est-à-dire en engendrant une progéniture ; enfin on règle sa dette à l'égard du texte sacré tout simplement en l'apprenant. C'est donc un programme de devoirs. Notons qu'en français la notion de devoir, au sens d'obligation morale, est très étroitement associée au terme de dette, au sens technique du terme, puisque lorsqu'on a une dette, on doit de l'argent.

Ou même simplement, "devoir", sans complément d'objet, signifie être en dette à l'égard de quelqu'un. Ce qui est fort intéressant c'est qu'en sanscrit, la langue de l'Inde ancienne dans laquelle ces textes sont rédigés, on emploie, pour parler de ces dettes congénitales qui définissent la nature humaine, un terme qui a une valeur tout à fait technique et qui signifie par ailleurs, non pas vaguement devoir, obligation, nécessité morale. Il signifie très exactement

la dette, ce que le débiteur doit au créancier au sens le plus technique du terme. Cela nous donne à penser que, dès cette époque, l'institution de l'emprunt, du prêt et même très probablement du capital et des intérêts était en place. Evidemment il ne s'agissait pas forcément d'argent au sens où nous l'entendons maintenant, peut-être plutôt de biens matériels.

J'ai donc indiqué et insisté fortement sur le fait que ce système de devoir à l'égard des Dieux, des ancêtres et du texte est désigné par le terme qui techniquement signifie dette, au sens vraiment le plus précis et le plus matériel du terme. Mais je voulais également faire remarquer, puisqu'il est question de vocabulaire, que l'allemand emploie le même mot pour désigner la dette et la faute : *Schuld*. Quand on voit le mot isolé, on ne peut pas savoir s'il est question de dette ou de faute. L'idée sous-jacente est que lorsqu'on a contracté une dette on s'est, d'une manière ou d'une autre, mis en défaut ; ou bien encore, le fait même de l'emprunt constitue une sorte d'affaiblissement de soi qui peut être assimilé à une manière de défaillance. On est en défaut, on a faute d'argent et donc il faut rembourser. Il y a identité en allemand entre ce mot qui signifie faute et dette. En revanche, dans les langues romanes, le français, l'italien, l'espagnol, ce qui est identifié c'est la dette matérielle au sens technique du terme et le devoir en général, puisque le terme même de dette en français, étymologiquement, dérive du mot latin qui signifie : ce qui est dû, du verbe qui signifie : devoir, avoir des obligations. En sanscrit, dans la langue de l'Inde ancienne, ce mot qui signifie dette ne se rattache à aucun autre domaine sémantique, ni celui de la faute, ni celui de l'obligation, mais c'est vraiment un mot qui n'a pas d'autre connotation que celle de la dette au sens le plus technique, le plus pur du terme. En même temps, c'est ce mot là qui est employé pour caractériser la condition humaine. Cela montre qu'il y a au moins dans une civilisation, une connexion très étroite, très directe et très consciente entre cette situation économique-sociale qu'est l'endettement et la définition même de l'homme.

A présent, on peut faire un pas de plus.

On règle sa ou ses dettes à l'égard des Dieux en leur offrant des sacrifices. Ceux-ci produisent l'effet escompté lorsqu'ils sont accompagnés de foi, il faut avoir la foi pour que les rites accomplis soient opérants ; Ce que nous traduisons par foi se rend par un mot qui au sens propre signifie : croyance. En sanscrit, ce terme est "*craddhâ*", étymologiquement apparenté au terme latin *credere*. Comment analyser cette croyance ? C'est un sentiment qui doit habiter celui qui exécute les rites : on admet comme une vérité indiscutable que l'efficacité des rites que l'on célèbre est réelle ; on admet la capacité des dieux à reconnaître la valeur des biens et des prières qu'on leur adresse. Ce faisant, l'homme qui offre des sacrifices ou adresse une prière aux dieux acquiert sur eux une créance. Il faut souligner que "créance" et "croyance" sont, pour

l'étymologie, deux variantes du même mot. De débiteur qu'il était à l'égard des dieux, il devient leur créancier. Il attend des dieux, d'abord d'être libéré de sa dette, mais également toute sorte de bienfaits : l'immortalité, la prospérité... Il est bien précisé qu'étant au départ leur débiteur, du fait même de la foi ou de la croyance avec laquelle il célèbre les rites, il devient créancier, il a une créance sur eux ou encore il s'acquiert du crédit auprès d'eux -crédit, notons-le, est un dérivé de la racine *credo* qui veut dire croire-. Il faut souligner qu'en allemand moderne le mot *Gläubiger*, formé sur la racine *Glaube*, la foi, signifie simultanément "fidèle" et "créancier". Affirmer sa foi à l'égard d'une divinité c'est en même temps affirmer la créance que l'on prétend avoir sur elle. Pour en revenir à l'Inde ancienne, toutes ces notions de créance, dette, croyance, endettement, forment un réseau très bien organisé. Quand un homme fait des rites, offre des sacrifices aux dieux, de manière à acquérir du crédit auprès d'eux et à se constituer une créance sur eux, et de manière à cesser lui-même d'être leur débiteur, il n'agit pas seul, il a besoin, le plus souvent, de techniciens qui sont les prêtres. Ce sont des spécialistes du rituel. Dans les livres très nombreux qui traitent de ce sujet, une place considérable est accordée aux rapports qui unissent ces hommes, à savoir le "laïc" qui offre un sacrifice et les prêtres qui mettent à la disposition de cet homme leur savoir technique. Cela constitue un chapitre important de tous ces traités. Les prêtres, les techniciens du sacrifice, doivent recevoir une rémunération, un bien matériel évalué avec beaucoup de précision. On définit très minutieusement en quoi consiste cette rémunération et comment elle doit se répartir entre les prêtres. Ce n'est pas une sorte d'annexe obligatoire qui consisterait à prévoir la manière dont il faut bien rémunérer les personnes, cela fait partie intégrante du système d'ensemble du sacrifice, de toutes les spéculations sur les rapports entre les hommes et les Dieux. C'est une nécessité lorsqu'on veut offrir un sacrifice de verser une gratification au prêtre. C'est une pièce essentielle de tout le dispositif. Ces honoraires sont interprétés comme, à la fois, le gage et le signe de la croyance, c'est-à-dire de la confiance que l'homme qui offre les sacrifices a en l'efficacité des rites mais également en l'aptitude qu'a l'homme auquel il s'adresse à effectuer ces rites ainsi qu'à sa bonne volonté. La rémunération que l'on donne aux prêtres est le témoignage, le gage que l'on reviendra au point de départ après avoir fait ce voyage. J'insiste donc sur cette connexion entre le rite destiné à transformer l'homme débiteur en créancier, la croyance que l'homme doit nécessairement avoir pour faire confiance aux prêtres et aux dieux, et la richesse par laquelle il rémunère les agents du sacrifice. Nous voyons préfigurés ici les rapports entre l'argent et la croyance, la finance et la confiance.

LES QUATRE NOMS DE L'ARGENT

ENTRETIEN AVEC MARG-ALAIN OUAKNIN

RABBIN, PHILOSOPHE

Dans la tradition classique juive, il n'y a pas de différence entre la vie quotidienne et le culte, dans le rapport entre la vie quotidienne et l'argent, entre ce qui est cultuel et ce qui est culturel. Tout est cultuel et en même temps, tout est culturel et on y peut unifier le rapport à l'éthique, entre argent et éthique.

Le rapport entre le créancier et l'emprunteur, le prêt à intérêt et la défense du citoyen par rapport à un excès du pouvoir de l'argent est un sujet tellement énorme qu'il réclame quelques repères. Du point de vue d'une stratégie d'enseignement, on pourrait pour trouver ces repères, se demander comment la langue hébraïque nomme l'argent. Quand on a un concept à analyser, il y a deux méthodes essentielles : voir d'une part, le mot en hébreu et ses résonances et, d'autre part, son apparition dans la Bible, selon une règle qui s'appelle la première occurrence, c'est-à-dire chercher la première fois où le mot apparaît, il apparaît alors comme un concept fondateur dont les répétitions ne sont que des variations.

On peut relever quatre termes pour définir l'argent : *damim* (le pluriel de *dam* qui veut dire le sang) d'où un rapport ambigu, double et ambivalent entre le sang qui est la vie, le sang qui circule, et le sang c'est l'âme donc la vie. Un aspect éminemment vivant mais aussi vital, donc un aspect également vital de l'argent.

Mais, dans le sang qui coule, il y a aussi un côté négatif, le meurtre, la violence. Force du vivant et risque de la mort. Ce mot *damim* est ambivalent, l'argent est le lieu même du risque : risque de la vie et risque de la mort. C'est un entre-deux : c'est à la fois la mobilité à l'intérieur du vivant et l'entre-deux de la vie et de la mort. C'est un concept d'entre-deux qui est riche de cette dialectique première.

Il y a une deuxième résonance linguistique de l'argent : ce terme *dam*, le sang, vient de la racine *dameh*, qui dans sa forme verbale signifie l'imaginaire. J'imagine se dit *dimyon*. *Dimyon* c'est l'imaginaire et le lieu de l'émergence de l'argent. Donc il y a quelque chose d'important puisque l'argent dans sa capacité à être un au-delà de la conscience dans l'imaginaire est quelque chose qui ne colle pas à la réalité pour en être la *mimésis* ou le reflet absolu mais pour en être déjà une sorte de décollement. C'est déjà là, l'expression de la liberté que peut offrir l'argent. L'argent est le lieu même de la liberté puisque c'est un moyen de circulation et donc de mouvement.

La formule un peu folklorique de la chanson du "*Violon sur le toit*" : "ah ! si j'étais riche", ne veut pas dire "je voudrais posséder de l'argent pour faire ceci ou cela", c'est un cri. En fait c'est l'imaginaire qui est en train de fonctionner. Dans cette mise en situation, où l'imaginaire parle par l'argent, on se donne déjà tout le désir que l'on pourrait avoir. L'imaginaire n'est pas le moment où l'on possède car ce moment est en rapport à la réalité mais l'imaginaire est ce décalage, ce rapport au temps qui fait qu'on est maintenant et qu'il y a un avenir. Un autre mot hébreu pour dire l'argent est un mot qui dit aussi le temps mais déjà l'imaginaire implique nécessairement ce rapport au temps entre le présent et le futur et l'écart entre le présent et le futur est nécessairement le désir. Un des mots qui dit l'argent dit également le désir. Mais j'anticipe sur les termes.

L'argent dans l'imaginaire est de l'ordre du possible mais se donner le possible veut dire qu'au niveau philosophique l'être n'est pas fermé dans une définition mais s'ouvre à une possibilité d'être autre, sur le plan ontologique. Il y a une définition de l'être humain dans ce rapport à l'argent qui est un rapport à l'imaginaire, une définition de l'humain comme non définition justement donc "ouvert à". Etre, n'est pas être de manière définie, mais être à des possibilités d'être donc être au monde. Donc il y a quelque chose ici de l'ordre du rêve et le rêve en hébreu se dit *halom*, *halom* qui a les mêmes lettres que *lehem* qui veut dire le pain et donc le fondement même du vital au niveau économique. Mais ce sont les mêmes lettres que le mot sel, *melab*. On a ici le pain, le rêve et le sel qui sont trois vocables organisés autour du même champ linguistique mais nous, nous y sommes parvenus par l'imaginaire.

Poursuivons. Je reste dans cette racine du sang : il y a aussi quelque chose de l'ordre de la ressemblance. *Ani domeh* c'est la racine de "ressembler à". Donc c'est à la fois l'imaginaire mais aussi la ressemblance. Voici le rapport entre le réel et sa ressemblance c'est-à-dire que la ressemblance n'est pas la réalité de la chose, l'argent n'est pas la chose.

La racine *dam* est donc 1. le sang, 2. l'imaginaire, 3. la ressemblance. Le rapport à l'argent n'est qu'une ressemblance. Dans mon rapport au monde qui

est médiatisé par l'argent, je n'ai pas un rapport au monde mais un rapport à la médiation du monde, à ce qui fait la ressemblance du monde. Posséder l'argent n'est pas posséder le monde et même si l'argent dans un temps premier nous a renvoyés au possible, être dans le possible ou être dans le désir n'est pas encore être au monde, bien que ça soit une problématique extrêmement importante d'un point de vue psychanalytique que de savoir s'il est plus important d'être dans le réel du monde ou d'être dans son désir. Personnellement, je crois qu'être c'est désirer être ou vouloir c'est vouloir vouloir et non pas vouloir l'objet. Dans un verset du psaume 72, on dit "ouvre tes mains pour nous nourrir non pas de pain mais nous nourrir de volonté". On désire vouloir, on ne désire pas l'objet, on ne désire l'objet que parce que la possession de l'objet annule ce qui est l'être véritablement, à savoir le désirer être. Nous y reviendrons plus loin. En fait, désirer c'est désirer ce qu'on n'a pas. C'est même un aspect de la spéculation : le spéculateur désire dans l'argent ce qui fait de l'argent ce qu'il n'a pas. Sous forme de boutade, en même temps sérieuse, c'est un peu comme l'anecdote suivante : deux bourgeois se battent en duel. L'un d'eux dit "moi monsieur, je me bats pour mon honneur" et l'autre dit "moi, pour de l'argent. Chacun se bat pour ce qu'il n'a pas". Ceux qui spéculent se battent pour ce qu'ils n'ont pas. C'est un élément essentiel du rapport psychologique à l'argent. Donc on voit dans ces champs sémantiques à la fois l'imaginaire et la ressemblance. Ce n'est pas un rapport au réel, à l'objet mais plutôt un rapport au désir.

595

Dans cette notion d'imaginaire, d'argent et de désir on comprend pourquoi, par exemple, le Talmud dans les textes qui parlent de l'analyse des rêves cite un cas très célèbre où un maître talmudique va voir un interprète de rêve et lui raconte son rêve, sans payer. Et l'interprète lui interprète tout de manière négative et tout se réalise, selon le proverbe talmudique qui dit que les rêves ne se réalisent que selon leur interprétation. Il arrive un autre cas où le même homme va voir l'interprète, lui raconte le même rêve et le paye. Ce dernier lui donne alors des interprétations positives. Donc ce rapport à l'interprétation passe par l'argent, tout comme le psychanalyste n'est pas cher pour lui-même, mais pour l'investissement de désir de celui qui paye. Et cet investissement de désir passe nécessairement par l'argent.

La Kabbale, par la ressemblance et par l'imaginaire, va dire quelque chose de beaucoup plus essentiel : le mot *adam* lui-même : l'homme signifie "je ressemblerai à". C'est-à-dire que je suis quelqu'un qui me situe d'emblée non pas dans ce que je suis mais dans ce que je pourrais être, c'est-à-dire dans le désir d'être autrement dans un imaginaire de. Ce mot "homme" qui veut dire "être dans l'imaginaire de" va se dire en hébreu *adam* qui se décompose en aleph et *dam*, l'argent. Il y aurait donc, non pas un rapport extérieur de l'argent à

l'humain mais un rapport quasiment ontologique dans le fait que l'homme c'est l'argent puisque l'homme c'est le sang.

Mais quand on dit que l'homme c'est l'argent, l'homme c'est le sang, ça signifie que l'homme c'est la vie, ce qu'on a traduit philosophiquement par l'homme c'est "la ressemblance à", c'est-à-dire en fait l'imaginaire. Et on a ici par rapport à cette analyse de l'argent toute une anthropologie et même une métaphysique, une ontologie.

Le deuxième mot pour dire l'argent en hébreu est *maot*, au singulier *maab* qui a deux significations au moins :

— la première veut dire noyau, graine. Dans la notion d'argent, on a quelque chose qui va donner, qui va faire germer. On a un objet non pas qui est mais un objet qui devient.

— le deuxième sens est celui d'entraille. Encore une fois, ce mot est à la fois un objet de la réalité du monde mais aussi un objet du corps. Le mot entraille *maab* vient de cette racine qui veut dire effacement. C'est-à-dire transformation. Puisque les entrailles dans la langue hébraïque comme dans la simple physiologie c'est la transformation de la réalité dans une autre réalité.

L'argent lieu de transformation. La pomme devient énergie dans le corps. Elle devient aussi niée. Il y a donc une négation de la réalité, et une certaine élévation, mais il y a aussi quelque chose de l'ordre du déchet. On le verrait du point de vue psychologique dans le rapport entre l'argent et le stade anal mais ce n'est pas notre propos.

Pour nous au niveau économique, s'il y a transformation de la réalité donnée par l'argent il y a élévation et transformation de l'énergie mais il y a également déchet.

La transformation par l'argent ne permet pas de récupérer intégralement le réel dont il était porteur symboliquement au départ. Ce serait une des raisons du droit au prêt à l'intérêt qui justifierait, par le gain en argent, la récupération de ce qui a été perdu au niveau symbolique.

Un texte du Talmud dit "le vendeur est toujours perdant". C'est-à-dire que quelqu'un qui vend un objet, vend un objet dans lequel il a investi un rapport affectif et symbolique. Le fait de le vendre lui fait perdre ce rapport. Ce qui justifierait la possibilité de l'intérêt serait qu'il y a de la perte. Pas seulement par rapport à l'argent mais par rapport au fait que dans les transactions d'argent il n'y a pas d'équivalence mais de la ressemblance. C'est-à-dire une non-adéquation entre le réel et le symbolique. Il y a vraiment une notion de transformation. Que le mot argent soit le même mot qui dise les entrailles (les lieux de transformation au plus profond de l'humain) avec à la fois l'ambivalence positive de l'énergie et négative du déchet, comme toute énergie, cela nous mène à la notion d'effacement. C'est-à-dire que l'énergie qui permet de vivre

passe nécessairement par l'effacement de la réalité. Le vivant pour avoir de l'énergie passe par le symbolique. Si l'on veut continuer l'analyse ontologique et anthropologique de l'humain, l'humain qui ne serait que réalité (que nature) ne pourrait pas avoir une énergie symbolique suffisante pour faire de lui quelqu'un d'humain. Le passage du réel, donné, à la réalité symbolique passe par cette transformation, qui est portée ici par l'argent, qui va donc lui donner une énergie symbolique et non plus simplement vitale puisqu'il ne s'agit pas de la vitalité du concret, de la vitalité symbolique, mais passe nécessairement par cet effacement qui est la même racine, l'effacement de la réalité donnée. Le symbolique n'existe que sur la mort du réel. Ce n'est pas la mort du symbolique mais la mort de la réalité pour faire advenir le symbolique. L'argent est cette médiation entre le réel et le symbolique. Donc, si le mot argent veut dire "entraille" mais que le même mot veut dire "effacement", il faut comprendre que c'est l'effacement de la réalité donnée pour l'avenir du symbolique. De l'humain comme transcendant la réalité concrète.

Le même mot qui donne "entraille" et "effacement" donne le mot "questionnement", *ma*.

La Kabbale et le Zoar définissent l'homme comme un être de questions c'est-à-dire un être qui a à être et qui n'est pas, et un être qui doit effacer le donné dans lequel il se trouve et donc l'ensemble de l'être qui "est été" pour le transformer en un être qui est en train de devenir. Ce qui veut dire transformer la situation de la simplicité d'être ou du laisser être en un être qui devient, qui serait le passage entre l'être préhistorique et l'être historique. Car l'homme est un homme dans l'histoire ou historique à partir du moment où il se pose des questions sur son "être au monde". Mais cet "être au monde" passe par l'interrogation de ce qui est, c'est-à-dire par sa négation. Donc l'homme va devenir.

On a donc une sorte de constellation de pensée qui s'articule et nous permet de poursuivre en utilisant des analyses qui sont un peu différentes, sur le rapport entre la fécondité et le questionnement. La fécondité et la transformation par le biais de l'argent du naturel, de la réalité donnée en réalité symbolique. C'est-à-dire que, si les entrailles sont le lieu de la transformation du donné en énergie, elles sont aussi un lieu essentiel : la matrice du féminin, la possibilité de l'engendrement de l'enfant, la possibilité de l'avenir. Le lieu de l'entraille est le lieu de l'enfant donc le lieu du temps comme temps à venir et lieu de fécondité. Il y aurait donc presque une stérilité psychologique dans l'impossibilité de la transformation de la réalité en symbolique. Quelqu'un qui ne serait pas capable de jouer entre le réel et le symbolique, serait incapable de s'inscrire dans l'avenir du temps et donc dans la fécondité de l'enfant. C'est pour cela que le texte sur la stérilité de Sarah dans le chapitre 17 de la Genèse, qui

dit "tu vas avoir un enfant qui va être fruit de tes entrailles", utilise le mot de *meab*, qui veut dire entrailles et argent. C'est très important, d'un point de vue psychanalytique, la fécondité signifie à la fois : la fécondité réelle et physiologique, et la fécondité attachée à l'être, à la vie. On trouve ici le mot qui veut dire la graine et qui veut dire l'entraille.

On comprend pourquoi ce mot de *maot* veut dire aussi *me-et* qui signifie : qui provient "du temps". L'articulation, ici, est double : l'argent produit le temps et dans cette transformation de la réalité en symbole (la terminologie employée ici entre réel et symbolique n'est pas la terminologie lacanienne mais plus simplement, le réel est la réalité du monde et le symbolique, la transformation imaginaire de cette réalité).

Le temps est produit par l'argent. La transformation, c'est en fait le temps et l'avenir. Puisque cette transformation dans les entrailles qui est en même temps effacement du réel et transformation en énergie et en futur, c'est le temps. Il n'y a donc pas d'enfant sans temps, puisque l'enfant est à venir. Mais il n'y a pas d'enfant sans argent dans le sens de cette transformation.

Emeric Deutsch dit que le mot *maot* se lit *meet* c'est-à-dire vient du temps. Dialectiquement, il y aurait non pas seulement de l'argent qui produit le temps mais du temps qui produit de l'argent. Que veut dire, philosophiquement, "le temps c'est de l'argent" ? Dans cette phrase, c'est le temps qui produit de l'argent, comme dans l'intérêt c'est le temps qui produit de l'argent. Le Talmud dit que l'intérêt signifie que l'on paye le temps. Ce qui est extraordinaire, le temps étant la chose la plus abstraite qui existe dans les catégories philosophiques, il n'y a peut être de philosophie qu'interrogation sur le temps. Depuis Héraclite jusqu'à Heidegger, dans *l'Etre et le temps*, la philosophie ne traite que de cette recherche du temps, mais qui n'aboutit pas. En fait on ne parvient pas à trouver l'articulation entre l'être et le temps. Le temps lui-même comme catégorie la plus abstraite trouve sa traduction dans les transformations dont on a parlé.

S'il y avait une philosophie de l'argent dans le judaïsme, ce serait une philosophie du temps. Comment, à travers une méditation sur l'argent et donc sur l'économique et la circulation des biens et de l'énergie, arrive-t-on à cerner ce qui est au plus profond dans l'interrogation de l'homme, à savoir celle du temps ? Ce n'est pas un hasard si le temps n'apparaît pas dans la Bible car c'est un mot impossible. Le temps est mais le temps ne se dit pas car il se vit, dans des traductions, et une des traductions les plus essentielles, (traduction au sens étymologique de passage) de l'impossibilité de la parole sur le temps, c'est sa manifestation économique dans l'argent, donc dans la transformation de l'homme en un être de désir. Le désir fait le temps et non pas le contraire. De ce fait, quand je dis que par rapport à l'entraille comme lieu de transforma-

tion et d'interrogation, c'est l'interrogation, en hébreu le mot : temps, *zman*, signifie "voici l'interrogation". Donc il n'y a de temps que dans cette possibilité de nommer l'interrogation par rapport à l'objet du monde qui n'entre plus nécessairement dans une possibilité de le dire. Il y a un effacement de l'incertitude par rapport au réel et donc passage à une symbolique de ce réel qui va être transformé par l'imaginaire qui est l'argent.

Revenons au pain qui est cette triple articulation du pain, du rêve et du sel. Il arrive un moment où il y a un manque de pain, c'est-à-dire un manque de possibilité réelle de vivre dans le désert (lieu de la parole). Le sans-pain c'est aussi le sans-parole. Il n'y a plus que la mort. Et quand les Juifs sortant d'Égypte n'ont plus cette possibilité de manger, ils se tournent vers Moïse qui se tourne vers Dieu et Dieu leur envoie un pain du ciel qu'on appelle la manne. Mais d'où vient ce mot ? Il désigne des petits grains blancs qui, le premier jour, ont recouvert la surface du désert et que les hommes n'avaient jamais vus. Et donc il existait un objet impossible à nommer. Et chacun s'est tourné vers son voisin et lui a dit "qu'est-ce que c'est ?". En hébreu "qu'est-ce que c'est" se dit *man bou*. Et le texte dit "puisque vous avez appelé cela du qu'est-ce que c'est, ce pain s'appellera du qu'est-ce que c'est". Et les Juifs ont mangé du "qu'est-ce que c'est" pendant quarante ans. Et ce mot *man bou*, quand je dit "voici la manne", veut dire "voici le qu'est-ce que c'est" qui se dit *zeman* qui veut dire le temps. Le temps est la possibilité de montrer ce qui reste dans l'innommable, dans l'impossibilité de trouver un séjour dans la parole au quotidien.

Le temps c'est "je montre ma capacité à ne pas faire rentrer les objets du monde dans une quotidienneté qui ferait que l'habitude les transforme en effacés au niveau de leur signification". Donc le refus de faire entrer l'objet dans le quotidien par habitude s'appelle le temps mais aussi l'argent. L'argent serait soit la même chose que le temps, soit ce qui permet de transformer le réel en temps par la non incrustation du réel dans sa quotidienneté. La quotidienneté est en fait un temps qui ne passe plus.

Quand on dit "l'argent n'a pas d'odeur", on utilise cette expression de manière péjorative pour dire que, même s'il y a des utilisations crapuleuses de l'argent, on s'en moque parce qu'il n'y a pas de traces. Mais le sens philosophique et positif de cette maxime voudrait dire qu'au niveau du sens, de la sémiotique, l'argent c'est une chose qui est de l'ordre du neutre. Et la neutralité de l'argent permet de déposséder le réel de son sens pour arriver à un degré zéro de signification et donc le faire sortir du quotidien pour pouvoir le resignifier. Il y aurait un système de désorganisation et de réorganisation du réel à partir de l'argent comme lieu de transformation mais surtout de désignification.

Le troisième mot en hébreu pour désigner l'argent se dit *kessef*.

C'est le même mot en hébreu pour dire le désir. Pas le désir d'argent mais plus l'argent du désir comme si l'argent permettait d'avoir du désir.

le premier texte du traité Talmudique qui parle du mariage dit qu'on peut épouser une femme de trois façons et que la première façon est de l'épouser avec de l'argent. *A priori* il semble qu'on ait affaire à une transaction, comme une transaction immobilière mais si on voit que le mot argent veut dire aussi le désir, alors l'une des façons d'épouser une femme c'est avec du désir.

En fait la suite de l'analyse pourrait s'intituler "Qu'est-ce que le désir ?".

Si on continue d'examiner ce texte Talmudique sur le mariage, on voit qu'on épouse une femme en lui donnant de l'argent ou une valeur d'argent. Et le Talmud dit "d'où tiens-tu cette chose-là ?". De manière intéressante, le Talmud répond "on l'apprend d'un texte qui parle de l'enterrement de Sarah par Abraham".

Dans le texte qui parle du mariage, on dit "quand un homme prendra une femme", mais comme le terme de "prendre" est vague, on doit chercher une autre occurrence où le verbe prendre est précisé. On se réfère alors au moment où Abraham a acheté le champ avec la caverne de Mahpela pour enterrer Sarah ; il y a eu une transaction d'argent. Il a acheté la caverne à un homme, nommé Ephron. D'abord Ephron lui a dit "nous sommes amis, je te le donne". Abraham a répondu "pas du tout, je te l'achète". Donc un rapport d'acquisition ; et Ephron lui fait payer extrêmement cher. Et Abraham a dit "prends-le de moi".

Et le mot qui est utilisé pour dire les "épousailles" et "prends-le de moi" est le même. On a donc ici un exemple de raisonnement Talmudique extrêmement riche et important qui pourrait se traduire par "intertextualité". Le Talmud met en rapport le moment où on achète une femme et où on acquiert un terrain. Il y a quelque chose d'important : l'expression de la différence entre le désir et le besoin ou le désir métaphysique et le besoin. Voilà qui révolterait les féministes. Le Talmud considère l'homme comme un objet, comme un champ qu'on achète et il dit cette chose extraordinaire : qu'au moment précis où j'épouse une femme, je pense à son enterrement. Il veut nous faire penser par là à la distinction qu'il y a entre le désir métaphysique et le besoin, une distinction extrêmement riche que fait Levinas. On parle souvent de désir, du désir sexuel, par exemple, or il s'agit de besoin.

"J'ai besoin donc je prends pour m'appropriier et donc pour annuler". Il y a dans le besoin une négation à longue ou à courte échéance de l'altérité de l'autre. Une fois le besoin, déguisé en désir, assouvi, on laisse tomber l'objet du désir qui n'était en fait qu'un objet du besoin. Mais cet objet est un objet qui est mien, qui est de l'ordre de la "mêmeté", d'un égoïsme profond. Lorsque je pense à la femme que j'enterre, si je ne suis pas dans un processus mystique de la réincarnation ou de la pensée du mort par rapport au vivant, je sais

que le mort ne reviendra pas me hanter, il est mort. Je ne dois plus rien au mort. Et mon geste envers le mort est total, je n'en espère rien surtout si je suis tout seul. Si je fais une campagne de publicité pour dire : je vais enterrer quelqu'un, si je suis Président de la République et que je transporte les cendres de je ne sais qui au Panthéon, il s'agira d'une publicité de l'ego de celui qui fait cette démarche. Il n'y a aucun amour du mort. Quand Abraham dans la solitude de sa souffrance, va payer extrêmement cher l'enterrement de sa femme, il fait un geste dans lequel il n'y a pas de retour. C'est un don radical. On a alors une définition du désir qui n'est plus en terme de besoin. Et dans cette manifestaion de la mise en valeur de l'altérité de l'autre, je signifie ce qu'est le désir comme désir métaphysique qui est un mouvement du moi vers l'autre et non pas un mouvement du moi vers l'autre qui rejaillit vers le moi. C'est toute l'éthique de l'"altérité" et de l'acceptation de l'autre.

Etre c'est désirer être : mais que veut dire désirer être ? Est-ce un accroissement de l'ego ou une sorte de désignification de soi ? Dans toute la réflexion sur la définition ou la non définition de l'homme, quand je veux vouloir ou quand je désire désirer, de quel désir s'agit-il ? Est-ce un désir besoin ou un désir métaphysique ? C'est donc la différence entre le mouvement de l'argent comme augmentation de soi ou comme dépossession de soi. On arrive à une définition de l'argent qui me construit dans mon désir d'être mais non plus quand je deviens de plus en plus moi mais quand je deviens de moins en moins moi par cette capacité de me casser en deux et de me donner à l'autre. J'arrive ici alors à une définition de la médiation de l'argent non pas comme mouvement immanent vers soi mais comme transcendance vers l'autre, on arrive là à une sorte d'éthique de la distribution. A partir de là, on en arrive aux lois que le Talmud et la Bible déjà, mettent en place sur le rapport à l'autre comme rapport à celui à qui je vais donner.

Dans l'éthique du Judaïsme, l'argent n'est pas le fait d'accumuler des biens mais cette capacité d'instaurer du désir, signifiant le rapport à l'autre comme don et non pas comme prix, c'est-à-dire en fait comme transcendance. L'argent est une médiation. Je donne à l'autre non pour donner, mais pour le reconnaître comme autre. L'argent comme fracture à l'intérieur de l'être entre l'un et l'autre. D'un point de vue métaphysique, il ne peut pas y avoir avec l'argent une métaphysique de l'un. Cela voudrait dire qu'il n'y a pas à donner ni à prendre puisque toute la richesse est déjà dans le là, c'est-à-dire dans le lieu unique de l'un. Alors que si je dis qu'il y a de l'autre, dans la capacité de donner à l'autre, il y a cette reconnaissance de l'altérité. Donc une fracture dans la métaphysique de l'un, de la présence de l'unique, par la possibilité du don. L'argent est désir métaphysique de l'autre et reconnaissance. C'est plus ontologique qu'économique.

Que signifie donner ? L'analyse par le biais de l'enterrement de Sarah est importante car on comprend ce que veut dire donner à l'autre, sa reconnaissance et donc l'altérité, le sens de l'éthique. Prenons par exemple les lois concernant non seulement l'argent mais le partage des biens. Lorsque j'ai un champ, il y a un coin que je n'ai pas le droit de cultiver que je laisse pour la veuve et l'orphelin. Ou lorsque je ramasse le blé, je dois faire exprès d'en oublier une partie sur place ou plutôt je ne dois pas oublier d'oublier. Et cet oubli volontaire s'appelle *nikha* c'est à dire l'oubli. Les Juifs qui sont le peuple de la mémoire sont à un certain moment un peuple chez qui il y a obligation d'oublier, mais j'oublie mon bien pour l'autre. Lorsqu'on oublie d'oublier, cela signifie que l'on oublie que l'autre existe et que l'on commence à se situer comme l'unique, c'est à dire le possédant, et ici d'un point de vue métaphysique, comme le même dirait Levinas. La septième année et la cinquantième année qui sont l'une l'année sabbatique au sens juridique et l'autre l'année du jubilé, il y a une redistribution de la terre. La terre ayant été distribuée une fois pour toutes lors de l'entrée des Juifs en Canaan, la septième et la cinquantième année, la terre revient à son premier propriétaire. Il y a un ensemble de lois éthiques qui ne forme pas seulement une éthique sociale mais une éthique métaphysique. C'est une philosophie de ce qu'est l'homme. La loi de la Torah inverse cette égologie en reconnaissance de l'altérité qui s'appelle désir et en même temps argent.

602

C'est pour cette raison que les jeunes enfants commencent l'étude du Talmud par un traité dont le premier texte est le suivant : lorsque deux personnes rencontrent un objet et que chacun dit tout est à moi, le Tribunal intervient et fait jurer à chacun qu'il n'en possède pas moins de la moitié. Et il décide alors le partage. S'ouvre alors une discussion qui va permettre d'évaluer et de partager l'argent et par laquelle l'enfant apprend successivement la notion de propriété (l'objet perdu est-il abandonné ?) l'importance du temps (qui l'a vu le premier ?), le problème du rapport à la vue (rapport entre le corps et la propriété), de l'espace (la partie respective saisie par chacun) et le champ conflictuel que représente la possession ; pour avoir, il faut prendre. L'enfant découvrira aussi l'importance de la parole dans ce conflit où chacun peut plaider de bonne foi l'antériorité de la perception de l'objet. Enfin, il commencera à se familiariser avec la valeur négative attachée à l'argent.

Le quatrième mot en hébreu pour définir l'argent est *mamon*.

Ce mot est très intéressant parce que sa racine vient de *moneh* qui aurait pu s'écrire Money, jeu interlangues entre les monnaies. *Moneh* veut dire compter. Mais compter veut dire je compte sur vous, veut dire qu'il y a une responsabilité. Et il y a tout un travail sémantique et philosophique sur le verbe compter : je compte, je conte, ce jeu de mots existe aussi en hébreu mais le mot

moneh induit surtout la responsabilité. Le *memouneh* est le responsable, celui sur qui on compte. C'est une sorte de jeu dialectique entre tous les termes que nous avons vus pour désigner l'argent. Les trois mots précédents donnaient le côté interrogatif de l'argent. Celui sur lequel on compte, celui qui est responsable est porteur de la réponse. Il y aurait dans l'argent une dialectique de la question et de la réponse qui fait que même si le Juif est le maître des questions, ce n'est pas un questionnement sans fin et sans réponses, puisqu'il y a une réponse qui vient du responsable, de celui sur lequel on compte. S'il y a réponse, il y a nécessairement éthique. Or dans ce jeu de l'herméneutique un peu à la manière de Heidegger, l'homme est ce qu'il se comprend de lui-même. Je suis parce que je me comprends, je me comprends parce que je ne suis pas, je ne suis pas veut dire je deviens, c'est-à-dire je peux être autrement. Il y a donc un désir entre ce que je suis et ce que je pourrais être et ce cheminement va dans un mouvement de déconstruction et de reconstruction.

La réponse du Talmud et de l'argent par rapport à cette reconstruction, qui n'est pas la seule réponse, fait de la réponse le responsable, la responsabilité éthique. Lévinas dirait la responsabilité pour l'autre qui peut être la responsabilité pour soi.

Car s'il n'y a pas simplement de l'un mais qu'il y a de l'autre, c'est parce qu'à l'intérieur de l'un il y a une scission, une fiction, une fissure. Mais la fiction c'est à la fois la fissure et la fiction de l'un mais en même temps la fiction de la narration donc de l'imaginaire, qui est cet imaginaire de moi-même par rapport à moi-même donc cette éthique du pouvoir être autrement. En fait, il y a une double éthique, une éthique du pouvoir être autrement qui est celle dont on a parlé au début, qui est celle de l'imaginaire, ontologie du pouvoir être autre, (c'est-à-dire un être qui devient et non pas un être qui est, une définition de l'homme comme non définition de lui-même) mais en même temps une fiction, donc un récit à l'autre qui implique nécessairement la parole. Il y a donc ici ce double jeu. Toute parole éthique est une parole qui est adressée à l'autre, une parole de fiction comme parole de fissure par rapport à soi, mais aussi comme parole de responsabilité.

|

|

LE JUSTE PRIX DE LA PENSÉE

PIERRE-ANTOINE FABRE

MAÎTRE DE CONFÉRENCE À L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

Je ferai ici quelques brèves remarques sur le commerce de l'argent et des idées dans l'horizon du monde actuel. Mais commençons par écouter Socrate dans le dialogue du Phédon de Platon :

“Mon cher Simmias, il y a fort à craindre que ce ne soit pas, pour acquérir de la vertu, un mode correct d'échange, celui qui consiste à échanger des plaisirs, des peines contre des peines, de la peur contre la peur - une plus grande quantité contre une plus petite, comme si c'étaient des pièces de monnaie, à craindre qu'il n'y ait au contraire qu'une seule monnaie qui vaille et en fonction de laquelle tout doit être échangé : la pensée ! Et que si c'est à ce prix-là, et à l'aide de cela, qu'on les achète et qu'on les vend, toutes ces choses aient des chances d'être, réellement du courage, de la modération, de la justice, en un mot de la vertu vraie qu'accompagne de la pensée.”

Socrate propose ici, critiquant les sophistes pour lesquels la procuration des affects (plaisirs, peines, peurs) s'échange comme et contre des effets monétaires, une autre monnaie, seule frappée au sceau de la valeur de la vérité : la pensée. Cette monnaie alchimique, capable de transmuter les passions en vertus ne se réduit pas aux données de l'échange. Elle change ses termes. Mais d'avoir voulu changer tous ces termes, c'est-à-dire investir de vérité chaque partenaire, Socrate meurt. Le Phédon est la trace de sa dernière conversation.

Parmi beaucoup d'autres résultats “incalculables”, l'échec des organisations économiques et politiques d'Europe orientale, issues de l'imposition de nouvelles valeurs, rebelles aux règles de la circulation monétaire et de l'échange des affects contre des effets nous révèle que la monnaie des idées, lancée en échange et en substitut de toute autre au bénéfice d'une vérité sans partage corrompt plus sûrement qu'aucune et déprécie jusqu'à la moëlle l'inapprécia-

ble vérité qu'elle proposait d'introduire dans les rapports humains. La vérité s'accommode mal d'être ainsi mise à prix et le travail des hommes ne se paie pas en monnaie de singe, monnaie d'une vérité reproduite - singée - jusqu'à n'être plus la couverture fragile d'autres échanges, dépourvus de toute loi. Mais il y a fort à craindre, comme dirait Socrate, que la faillite de cette inappréciable vérité jouée, et perdue, contre l'ordre monétaire, nous conduise aujourd'hui à devoir renoncer à toute "vertu vraie", et nous assigne désormais sans recours à ce que l'on appelle la "vérité des prix".

Qu'est-ce que cette "vérité des prix", autrement dit le jeu de l'offre et de la demande, dans le commerce des idées ?

Nous savons bien (et Socrate le savait qui devait frapper une autre ("vraie") monnaie en échange de la fausse) qu'il n'y a pas sous ce ciel une demande d'idées, et que la pensée doit toujours s'efforcer de faire croire qu'elle est désirée. Nous savons bien que ceux qui formulent une telle demande ne peuvent poursuivre que deux fins : faire la preuve, en rejetant toute proposition offerte de penser, de la vanité des idées; ou faire accepter, sous le manteau de ces idées, ce qu'elles-même n'ont jamais proposé. Dans ces deux cas, le prix des idées ne peut qu'être victime de la vérité des prix, car dans les deux cas l'offre est inadéquate à la demande. Le prix payé pour les idées se trouve alors soumis à l'arbitraire d'une sorte de dédommagement pour les efforts produits (penser est difficile !).

Cet arbitraire n'est que l'envers, sous le régime de vérité des prix, de l'inappréciable vérité de la monnaie de vertu, telle que l'histoire nous la découvre convertie en monnaie de singe.

Ainsi constatons-nous l'échec de ceux qui ont trop, beaucoup trop payé de mots, mais nous retrouvons-nous en même temps exposés à ceux qui, pour les mots qu'ils ne veulent pas entendre, où qu'ils comprennent mal, payent peu. Dans ces conditions, il ne peut s'agir de se draper à nouveau dans la dignité rebelle de la pensée inappréciable. Nous savons quels multiples pièges abritent ses plis. Il faut sans relâche, pour toute pensée en tant qu'elle s'efforce de faire croire à elle, et par conséquent d'être accréditée, tenter d'évaluer son plus juste prix, qui ne se confond pas avec sa valeur de vérité, mais qui peut lui permettre d'échapper aussi bien aux dangereux effets d'une vérité libre d'imposer son prix qu'au dur verdict de la "vérité des prix".

Comme disait Socrate, la "vertu" est "à ce prix".

RÉVOLUTIONS FINANCIÈRES ÉVOLUTIONS POLITIQUES

PIERRE MANENT

MAÎTRE DE CONFÉRENCE AU COLLÈGE DE FRANCE

Il se produit, à la fin du XVIIe, au début du XVIIIe siècle, une grande révolution, celle de l'émancipation du monde de l'échange, de l'échange monétaire, par rapport au monde politique. Cette révolution a pour conséquence le fait que le monde de l'échange monétaire devient en mesure de dicter parfois sa loi au monde politique. En tout cas, le monde politique est obligé de tenir compte du monde financier, du monde de l'échange monétaire, pour le protéger ou pour se protéger de lui. On peut dater cette révolution de la fondation de la Banque d'Angleterre, en 1694, date symbolique et exacte à la fois.

Quant à l'histoire politique de l'Europe, la supériorité de l'Angleterre par rapport à la France, au XVIIIe siècle tient à la capacité qu'a eue l'Angleterre de faire naître et de savoir vivre dans ce monde nouveau de l'échange monétaire, ce nouveau monde du crédit, de la dette, de la dette publique auquel la France des Bourbons a été incapable de s'adapter. Il est très frappant de constater qu'il y a eu, autour de 1720, en France, l'affaire Law et en Angleterre, la *South Sea Bubble*, deux grandes débâcles financières comparables puisque dans les deux cas, il s'agit d'une tentative et d'une incapacité du corps politique à faire face à la nouvelle abstraction des moyens financiers. L'Angleterre va surmonter cette crise et maîtriser progressivement ces nouveaux moyens ; or, en dépit de la stabilisation réussie de la livre tournois, la monarchie française va se trouver incapable de les maîtriser et donc de faire face à son endettement. La France et l'Angleterre étaient également très endettées, mais le système politique britannique était tel que les financiers avaient confiance dans la place de Londres et qu'ils n'avaient pas confiance dans celle de Paris. D'où la nécessité pour la monarchie catholique de faire garantir ses emprunts par

de grands banquiers protestants, comme Necker, d'où la nécessité même de faire de Necker le Premier ministre de la France. Le coût énorme de la guerre d'Amérique est couvert par des emprunts pour lesquels un Necker est indispensable ; la monarchie française se trouve dans la situation de dépendre de ce nouveau monde de l'économie financière, de dépendre de Necker, et, en même temps, de ne pas pouvoir véritablement intégrer ce nouveau monde financier. Au fond, l'histoire de la fin de la monarchie française est rythmée par les renvois et les rappels de Necker qui me paraissent symboliser très bien l'incapacité de ce pays pourtant riche, stable, avec une activité économique tout à fait comparable à celle de l'Angleterre (il suffit de lire Adam Smith sur ce point), son incapacité à inspirer confiance au nouveau monde de la finance.

Il s'est donc produit une grande révolution financière dont l'Angleterre a été le pionnier, et en tout cas qu'elle a su gérer et que la France n'a pas su gérer. Le gouvernement de l'Angleterre a su devenir suffisamment représentatif pour cela ; celui de la France de l'Ancien régime ne l'a pas su.

En termes politiques, quelle est la portée de ce changement ? L'analyste le plus profond en est Montesquieu. Il a très bien perçu ce qui se passait et il en a très bien analysé la portée. Que dit Montesquieu ? Il observe les effets de ce qu'il appelle "l'esprit du commerce" ; le développement du commerce signifie pour lui non pas l'apparition d'un nouveau régime politique mais l'avènement d'un nouveau régime de la politique. Ce n'est pas là un jeu de mots facile, cela veut dire qu'on est en présence d'une révolution ; Montesquieu parle des "révolutions du commerce", des changements fondamentaux dans la façon dont les hommes se rapportent les uns aux autres. C'est une rupture dans l'histoire.

En quoi consiste cette rupture ? Montesquieu dresse une généalogie extrêmement intéressante, dans le détail de laquelle je ne peux entrer ici ; il donne le rôle décisif à la lettre de change. Il attribue l'invention de la lettre de change aux Juifs. Peu importe, en l'occurrence, que ce soit historiquement vrai ou faux, il semble d'ailleurs que ce soit faux. Mais Montesquieu montre comment les Juifs, par suite de leur séparation du monde chrétien, étaient condamnés aux métiers d'argent, comment certains d'entre eux s'enrichirent dans ces métiers et comment ils furent régulièrement pillés et martyrisés par les princes chrétiens. Jusqu'au jour où les Juifs inventent la lettre de change. Ce changement technique est un bouleversement de la situation du monde. Pourquoi ? Parce qu'à partir de ce moment là, les richesses deviennent invisibles et elles ne sont plus liées à un territoire. Cela veut dire naturellement que les Juifs et, plus généralement, tous ceux qui utilisent ces nouveaux moyens financiers, tous ceux qui commercent, échappent au corps politique traditionnel, défini par un prince régnant sur un territoire.

Dorénavant, au lieu de piller les Juifs comme ils avaient l'habitude de le faire, les princes vont les ménager et se soumettre à ce que nous appelons aujourd'hui les exigences du marché : ils ne peuvent maintenant tirer profit de ce nouveau monde de la richesse qu'en se soumettant à ses lois. Le pillage devient obsolète ; l'intérêt du prince est désormais de se conduire pacifiquement et humainement.

Il y a dans l'analyse de Montesquieu la mise en évidence d'une tension entre la politique traditionnelle qui est une politique territoriale où les choses sont tangibles et visibles - dans la cité grecque, tout, ou presque, est visible sur la place publique - et cette nouvelle situation où il y a des choses invisibles dont le "territoire" est la terre entière.

Remarquons d'ailleurs que, si Montesquieu salue les progrès de la civilisation qui grâce à la lettre de change permettent aux Juifs d'échapper à la violence, au XIXe siècle, puis au XXe siècle, on va précisément reprocher aux Juifs de ne pas avoir de territoire. Ce nouveau système de la richesse invisible, au lieu de les protéger, sera un des principaux motifs ou prétextes de leur persécution ; et, après la Shoah, ils fonderont Israël, un Etat où la question du territoire est un enjeu permanent et vital. Ces faits récents font mentir tragiquement l'analyse de Montesquieu que, par ailleurs, les grandes lignes du développement occidental confirment.

609

Cette mise en relation de l'analyse de Montesquieu, tellement profonde et tellement éclairante sur notre situation, avec le cas du peuple juif alternant entre la possession des richesses invisibles et la défense d'un territoire par la force des armes, cette mise en relation illustre la tension ou la difficulté du monde dans lequel nous nous trouvons.

La première révolution financière, celle du XVIIIe siècle, a été utilisée et comme absorbée par un nouveau corps politique, la Nation. Ce que la monarchie française de l'Ancien régime n'a pas su faire, la Nation, la République si l'on veut, a su le réaliser au XIXe siècle. L'économie monétaire, l'économie de l'échange a été prise en charge par ce nouveau corps politique qui a favorisé son développement mais l'a simultanément très sérieusement contrôlée. Ce qui caractérise la Nation du XIXe et de la première moitié du XXe siècle, c'est une distinction très tranchée entre l'intérieur et l'extérieur. Entre l'intérieur dans lequel les échanges sont libres et l'extérieur avec lequel presque aucun échange n'est jamais complètement libre : il y a toujours, fussent-ils très légers, des droits de douane. La Nation est ce corps politique particulier où un intérieur homogène et libre est rigoureusement séparé de l'extérieur. A la différence des anciens régimes où l'intérieur n'était pas homogène et où la frontière avec l'extérieur était aussi beaucoup plus complexe et incertaine.

Le grand historien Karl Polanyi a une excellente formule pour caractériser

la Nation comme corps politique nouveau, il la compare à un "crustacé".

La Nation au XIXe siècle était une nation largement protectionniste - avec parfois des extensions considérables de l'espace protégé dans le cas des empires de la France ou de l'Angleterre. En tout cas, la Nation représente une synthèse assez réussie, un accommodement entre ces deux choses qui sont toujours, à des degrés divers, en tension depuis le XVIIIe siècle : l'espace politique et l'espace économique.

La nation du XIXe siècle, à l'exception de l'Angleterre dont le cas est très singulier, est très largement autarcique. Elle commerce certes, mais malgré tout chaque nation a l'essentiel de ses ressources chez elle. Espace politique et espace économique sont étroitement liés. Et l'empire colonial est souvent considéré comme la condition d'une autarcie achevée : puisqu'un certain nombre de matières premières, de ressources agricoles manquent, l'Empire va permettre de faire parvenir ces biens dans l'espace autarcique de la nation.

Ce qui me paraît frappant aujourd'hui c'est que la nation semble désormais incapable d'être le cadre de l'activité économique et financière. L'activité économique, l'activité financière sont tellement délocalisées, tellement mondialisées que cet Etat-nation auquel nous devons tant de bien et tant de mal est, en quelque sorte, en voie d'extinction. Il y a une séparation croissante entre l'espace politique et l'espace économique et financier. Chacun reconnaît aujourd'hui la plus grande efficacité de la mondialisation du marché avec la rationalisation qu'elle implique. Chacun reconnaît que, *économiques*, tous les arguments nationalistes ou autarciques sont faux. Ce qui marche économiquement, ce sont les avantages comparatifs, c'est le libéralisme économique.

Mais quand les conditions de l'efficacité du libéralisme économique font qu'il y a une séparation totale entre l'espace économique et l'espace politique, quelles sont alors les conséquences politiques, sociales, psychologiques ? La nation est à la fois l'instrument politique et le milieu de vie des citoyens et dans le fait d'appartenir à la nation française, par exemple, il y avait traditionnellement le fait que les choses que l'on consommait, provenaient majoritairement du "pays", et que l'on produisait majoritairement pour les Français. Mais lorsque, dans un pays, tous les objets d'usage, tous les biens, au sens économique du terme, deviennent internationaux, cessent d'être nationaux, que devient la nation, dans quelle mesure garde-t-elle un sens ?

Donc, voilà une nouvelle révolution financière qui n'est d'ailleurs, réellement, que le prolongement de la première au siècle des Lumières. Métaphysiquement c'est la même. Simplement elle a pris une telle force que la nation n'y résiste pas.

Quand je dis que c'est la même, je pense à un passage frappant de l'Emile de Rousseau. Rousseau est le grand adversaire de Montesquieu et il a dénoncé farou-

chement cette première mondialisation : pour lui, il fallait voir les gens avec qui on vivait, comme dans la cité grecque. Dans ce passage très brillant, il évoque un marchand, "qui crie à Paris quand on le pique en Chine". C'est une belle anticipation de nos opérateurs financiers actuels qui, chaque matin, regardent l'indice Nikkei pour savoir s'ils sont heureux ou désespérés.

Rousseau est celui qui pose avec le plus de profondeur la question : peut-on vivre sans territoire propre ?

Est-ce qu'il va naître un corps politique capable d'absorber cette nouvelle révolution ? Est-ce qu'il y aura une dissolution des corps politiques nationaux, les frontières devenant en somme des frontières traditionnelles sans usage, des frontières linguistiques sans plus de valeur que de souvenir ?

C'est un problème qui va se poser à l'Europe car définir l'Europe comme espace de l'échange, de la libéralisation des échanges, c'est très bien, mais cela ne suffit pas. Parce que s'il n'y a de définition de l'Europe qu'économique, alors il n'y a pas de raison de ne pas agréger à l'Europe des Douze tous les pays européens, dès que les conditions économiques le permettront. Et non seulement tous les pays d'Europe mais tous les autres pays du monde.

Que veut dire une "Europe politique", quel serait le principe d'une Europe politique ? Le triomphe du libéralisme économique, en lui-même fort heureux, va accroître l'urgence de ce problème de définition de soi.

611

Quand on se remémore les réactions sauvages que la précédente révolution financière a provoquées, les phénomènes nationalistes, fascistes, on s'inquiète à la perspective de réactions comparables à la nouvelle révolution.

L'idée de nation est très liée à la monnaie nationale, que se passe-t-il quand tous les signes d'appartenance collective sont effacés ?

La multiplication des moyens de confort est satisfaisante pour une partie de la nature humaine, nous construisons d'énormes machines de bonheur et de plaisir", selon la formule de Rousseau, mais quelle forme va prendre le désir d'autarcie, d'appartenance ?



FINANCE, CONFIANCE ET DON

ENTRÉTIEN AVEC JACQUES ELLUL

JURISTE ET THEOLOGIEN, BORDEAUX

Voilà bien l'un des points fondamentaux de notre société où l'argent prend une place de plus en plus importante depuis à peu près un siècle. Il y avait, autrefois, les riches et les pauvres, mais l'argent ne dictait pas tout.

Actuellement, il est extraordinaire de voir qu'on nomme des commissions d'enquête pour vérifier comment fonctionne le financement des partis politiques. Ce fait suppose que l'argent domine tout.

Les autorités morales et intellectuelles ne pourront travailler, dans ce domaine, que par la parole et grâce aux médias. Mais ces derniers ne sont pas très chaleureux pour accueillir la réflexion sur l'argent.

La question n'est pas seulement celle du bon usage de l'argent. L'argent est considéré comme une puissance. Outre son utilité concrète, matérielle de mesure de la valeur, ce qui est parfaitement normal et indiscutable, l'argent a pris une puissance par le fait qu'il demande la confiance des usagers. Et, en définitive, les usagers ont fait bien plus que de donner leur confiance, il s'est développé une sorte d'attrait de l'argent ; on lui attribue une valeur beaucoup plus considérable que la valeur concrète de son utilité. L'argent est une puissance croissante et la masse de l'argent augmentant, elle pénètre partout dans tous les milieux et l'exemple des milieux politiques est très alarmant. Or, en même temps que croît cette puissance, la confiance s'altère, la confiance dans la finance comme la confiance dans la politique.

Que l'argent soit une mesure de la valeur, un instrument de l'échange, on ne le discute pas, mais à partir du moment où il devient une sorte d'idéal dans la vie, où il devient le moyen de tout faire et de tout obtenir, alors on commence déjà à se poser des questions.

Et, dès lors que l'argent est considéré comme une puissance, il est susceptible d'attirer l'adoration de l'homme, d'une part, et d'influencer l'ensemble des comportements humains, d'autre part.

On accepte très normalement l'usage de l'argent, mais à condition qu'il ne soit pas le maître et la loi. La position biblique exige une désacralisation de l'argent. Qu'il ne soit pas perçu comme une valeur absolue, qu'il ne soit pas considéré comme du domaine du sacré.

La Bible parle peu de transaction d'argent et on parle peu de confiance à ce moment là. Jésus parle peu d'argent mais l'on sait que lui-même et son équipe des Douze étaient entretenus par trois femmes. Ce qu'après il dénonce c'est "l'argent d'iniquité". Ce qui signifie que l'argent est bien plus que l'instrument de l'échange, que l'argent est une sorte de divinité et cela est inacceptable. Il est inacceptable qu'on fasse de l'argent plus que ce qu'il est primitivement destiné à être. Mais cela se comprend dans la mesure où, déjà dans cette société, on pouvait tout acheter et qu'il y avait des opérations financières considérables, les banques des publicains qui achetaient aux enchères à l'Etat romain le droit de percevoir pour lui les impôts. Des capitaux énormes circulaient et les publicains avaient ainsi à Rome une influence énorme.

614

Par conséquent, il faut enlever à l'argent cette puissance et le seul moyen que donne la Bible, c'est le don.

La loi de l'argent est dans la loi de la vente, si l'on veut désacraliser l'argent, on le donne.

Je ne dis pas que l'argent ne doit être que donné, bien entendu, mais l'importance du don est, bibliquement, quelque chose de tout à fait fondamental. Je pense que le simple fait de donner de l'argent, pour des quantités de destinations, des œuvres, des personnes, modifie la vision des autres sur l'argent. L'argent n'est plus sacré. Je me rappelle, à ce propos, l'histoire suivante : il m'arrive de faire le culte dans l'Eglise réformée et, un jour, à l'issue d'une collecte, j'avais fait un prône sur l'argent et l'assistance semblait tout à fait d'accord. Alors, j'ai dit à l'assemblée : nous pouvons faire un test, nous allons prendre les billets et nous allons les brûler. Cela a été un scandale horrible.

On donne l'argent mais pour qu'il serve à quelque chose et montrer que l'argent peut n'être rien du tout devenait impensable pour des gens qui étaient des chrétiens sérieux.

Ceci dit, dans notre société, les institutions financières sont absolument indispensables. Il faut rappeler aux gens que l'argent n'est pas fait pour être gaspillé ni pour être utilisé instantanément. Mais le fait qu'on spéculé sur l'argent, qu'on vit de plus en plus d'emprunts que l'on comblera on ne sait jamais trop comment, me semble très néfaste et dangereux pour une société comme la nôtre. Mais que la banque remplisse son rôle strict et que des sociétés d'épar-

gne se constituent, cela me semble normal dans notre société.

La loi de l'argent s'impose terriblement et il faudrait apprendre aux gens à l'utiliser intelligemment, à voir ce qui est véritablement utile et je pense naturellement au tiers monde. Si on gaspillait pour donner à ceux qui ont besoin ou pour aider des pays tragiquement pauvres, cela me paraîtrait fondamental, mais gaspiller pour acheter des gadgets me semble désolant.

L'argent comme moyen de capital joue un rôle décisif dans nos rapports avec le tiers monde, d'autant que chacun sait à présent qu'il ne faut plus donner de l'argent purement et simplement à un pays pauvre mais, dans une certaine mesure, contrôler son usage pour le bien commun.

Il faut donner, de manière intelligente, en sachant pourquoi et comment.

Les Etats sont en concurrence les uns avec les autres et chacun essaie de faire plus ou mieux et de disposer d'un appareillage financier important. Je ne pense donc pas que l'on puisse moraliser l'usage de l'argent dans les relations politiques internationales. Ce que je redoute c'est que l'on atteigne des sommes telles, qui sont d'ailleurs parfaitement abstraites, qu'un accident infime viendrait à provoquer une faillite extrêmement grave.

Par ailleurs, les peuples du tiers monde ne vont pas accepter indéfiniment cette inégalité ni se résigner à n'être aidés qu'à titre secondaire, un peu comme par charité, au mauvais sens du terme.

Jésus ne nous apprend pas à mépriser l'argent mais à le ramener à sa dimension d'utilité.

J'ai connu un grand financier, sud-africain, qui était mon beau-père. Il était très hostile à mes idées mais c'était un homme très intelligent. Il était parti de Hollande comme représentant en épicerie, et dix ans plus tard, il avait fait une fortune considérable en Afrique du sud. Il a tout perdu en 1929 et reconstruit une seconde fortune. Quand j'ai connu ma femme, il représentait le type le plus achevé du capitaliste. Je le vois, encore une fois, il était chez nous, il envoyait tout le temps des télégrammes dans tous les pays et, un jour, glorieux, il m'a dit : "Tu sais, je viens de faire baisser le prix du baril de pétrole de cinquante cents, dans le monde entier". Pour lui, c'était une victoire, pour moi, ça me laissait assez froid. A la fin de sa vie, à peu près un mois avant sa mort, il m'a pris à part et il m'a dit : "Tu sais, Jacques, j'ai voulu de l'argent, j'ai eu de l'argent. Je ne voulais pas l'argent pour l'argent, je voulais l'argent pour la puissance. J'ai eu la puissance. Eh bien, tu sais, Jacques, l'argent et la puissance, ce n'est rien".

FINANCE, CONFIANCE, UNE ETHIQUE DE LA TRANSPARENCE

ENTRETIEN AVEC PAUL VALADIER

*JÉSUITE, PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE MORALE ET POLITIQUE AU CENTRE DE SEVRES
ET A L'UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LYON*

On pourrait accuser les moralistes ou la tradition religieuse, l'Eglise qui reste une référence morale dans notre société, de se taire sur ce sujet de l'argent et des finances, de ne pas vouloir l'aborder. Mais je crois qu'il y a des raisons de fond et qui viennent en partie de cet héritage concernant le prêt à intérêt qui était tout de même une grande et forte condamnation maintenue pendant des siècles par l'Eglise. On s'est aperçu que le fondement moral, philosophique, anthropologique et même à la limite théologique de cet interdit perdait ses bases. L'argent, loin d'être un don stérile, était quelque chose qui rapportait donc il eut été immoral de ne pas demander un peu d'intérêt à celui auquel on prêtait de l'argent puisque lui-même avec cet argent, s'il savait l'utiliser correctement, allait arrondir éventuellement son pécule. Il était normal que ceux qui prenaient le risque de prêter cet argent et qui auraient pu mettre cet argent ailleurs aient un petit avantage et gagnent un peu sur le risque qu'ils prenaient. On s'aperçoit que le jugement moral doit être extrêmement prudent et, en tout cas, ne peut pas ignorer les bases techniques de l'échange commercial sous peine d'être lui-même vide et sans contenu et de prophétiser ou de faire des proclamations, pour ou contre d'ailleurs, qui seront vides. Je trouve que c'est une grande difficulté étant donné qu'aujourd'hui la complexification des systèmes économiques, financiers des échanges internationaux est telle qu'il est très difficile de porter un jugement moral à moins de porter des jugements très généraux : il ne faut pas tromper le client, il ne faut pas faire des procédures frauduleuses. Cela devient compliqué à partir du moment où on analyse tel circuit économique, telle politique d'une banque ou d'une grande entreprise. Comment parler de l'absence de confiance qui peut exister à l'égard de l'édifice financier et du

lien entre l'argent et la politique ? Je trouve que c'est une approche un peu réductrice. Mais on a plutôt le sentiment que c'est la technique financière elle-même qui se dérègle. Par exemple, avec l'introduction des ordinateurs et de la possibilité de la communication instantanée d'un bout du monde à l'autre, on a atteint une extrême délocalisation, un arrachement des circuits financiers ou économiques proprement dits. On peut jouer sur la spéculation et l'échange d'argent sur nos ordinateurs sans aucunement connaître les effets de ce qu'on fait. Cet espèce de jeu de la spéculation pour elle-même qui paraît complètement déconnecté de la vie économique, même si cela n'est pas le cas, est un très grand danger. Cela ne vient pas nécessairement de mauvaises intentions, même s'il peut en exister, cela ne vient pas sans doute d'une mauvaise organisation, mais c'est l'introduction de nouvelles techniques que sont les ordinateurs, les télécopieurs, les telex qui font qu'à tout moment on peut être en communication avec Hong-Kong ou Singapour, par exemple, et agir sur les marchés financiers sans aucun problème. Soudainement, le marché s'affole, on se demande si on n'a pas dépassé les limites, si des banques importantes ne sont pas en train de s'effondrer et puis tout le reste suit. On joue, on joue, jusqu'au moment où l'on s'aperçoit que l'on est au bord du gouffre et que l'on risque d'y tomber. On s'aperçoit alors que cela ne peut pas simplement être un jeu, il y a des intérêts légitimes derrière tout cela et que l'on risque par cet espèce d'inconscient dans lequel on s'est mis de détraquer complètement l'économie de certains pays. C'est un problème qui est bien au-delà de la politique, on pourrait même dire qu'à ce point de vue la politique est totalement impuissante, car la finance internationale a, de beaucoup, débordé toutes les frontières aujourd'hui. Les financiers constituent une espèce de cité internationale qui a elle-même ses propres lois ou son absence de loi par rapport à quoi les pouvoirs politiques sont plutôt, semble-t-il, en position de faiblesse.

Le deuxième point qui est lié à la politique, mais d'une manière indirecte, consiste à se demander : quel office jouent les banques et les grandes banques dans le lessivage de l'argent ? Les pétro-dollars, la drogue... Depuis un certain nombre d'années je trouve que les grandes banques, suisses notamment mais ce ne sont pas les seules, ont pris à ce sujet des responsabilités qui sont d'une gravité extrême et qui se réfugient derrière, ou bien le secret professionnel, ou bien la confiance de leur client, ou bien leur honorabilité pour cacher une hypocrisie absolument fantastique. Cela est lié à la politique si l'on veut, par exemple avec quelqu'un comme Marcos, mais le trafic de la drogue n'est pas directement politique et concerne les mafias. C'est un autre problème devant lequel les Etats sont extrêmement démunis.

Dire que le monde financier est complètement déconnecté du monde politique ou qu'il y a deux logiques, je trouve que ce serait prendre les choses sous

un angle trop démagogique à la limite d'un discours de Le Pen, discours populacien bien connu, qui et à mon avis, dans un pays comme la France n'est pas vrai. Les hommes politiques ne sont pas plus riches en moyenne que les autres même si ce ne sont pas des enfants de cœur, par rapport à de grands industriels, de grands chirurgiens. Cela me paraîtrait prendre les choses par le petit bout de la lorgnette et ne pas voir la nouveauté des problèmes qui sont ceux que je viens d'expliquer. Je dirais que c'est cela qui atteint la confiance. Le côté hyper moral des banques suisses me fait quand même gentiment sourire. Autant la neutralité d'un pays comme la Suisse pouvait se légitimer au début de ce siècle car cela ouvrait un espace de négociation, de rencontre d'Etat à Etat, autant j'estime qu'aujourd'hui c'est devenu une hypocrisie colossale. La prospérité du citoyen helvétique aujourd'hui est tout de même tributaire de cette immoralité. Je trouve que c'est ce point qui est un peu préoccupant.

Le troisième grand problème que je vois, mais là encore je m'avance avec prudence, c'est que les pays occidentaux par le biais des grandes banques sont tout de même les maîtres du jeu mondial de l'échange financier et du coup de l'échange économique. Ainsi nous tenons à la gorge les pays en voie de développement et les pays les plus pauvres. On peut faire de beaux discours de générosité, mais si ce que je viens de dire est vrai, ils sont quasiment entre nos mains, dès qu'ils veulent emprunter de l'argent ou ne serait-ce que pour le prix des matières premières qui dépend finalement de nous et de nos jeux financiers. A travers cela il s'agit quand même de millions d'hommes que l'on maintient dans une situation de pauvreté, de dénuement, et de sous-développement organiques.

L'Eglise, le Pape, ont donné deux textes récents sur les problèmes économiques. *Centesimus annus* qui est la dernière encyclique ne traite guère de cette question des finances. D'ailleurs la position de l'Eglise catholique reste très lacunaire dans ces matières. Une autre encyclique, *Sollicitudo rei socialis*, portait, il y a deux ans, sur les problèmes du tiers-monde, du rapport entre le Nord et le Sud et le sous-développement. On y trouve des passages un peu sur ce que je viens de dire, sur ce déséquilibre financier. Un texte antérieur, il y trois ans je crois, descendait dans des considérations plus techniques. C'est un document de degré d'autorité moins fort, de niveau magistériel. Il traite plutôt du tiers-monde, de la dette internationale, de la dette des pays pauvres. Il contenait des propositions concrètes qui ont subi le feu croisé des techniques des banquiers, idéalistes. D'ailleurs c'est un peu un jeu, eux-mêmes jouent habilement pour pouvoir ne pas entendre ce qu'on leur dit et l'on pourrait aussi dénoncer ce discours. Je crois pourtant que le texte avait été bien préparé par des techniciens. Dans ce domaine il est bien normal qu'il y ait un débat.

De même que le jugement moral doit prendre garde à ne pas faire des pro-

clamations abstraites et vagues, autant je crois qu'il existe une parade qui est trop facile celle que prônait l'amiral de Jaubert : "Occupez vous de vos oignons". C'est une façon, à mon avis, de ne pas entendre, on le voit aussi bien dans le domaine de la médecine que dans d'autres domaines, du moment que le discours moral est gênant ce discours ne vaut rien. C'est une forme d'hypocrisie.

A ce point de vue, il y a tout de même eu une évolution des positions de l'Eglise catholique. L'enseignement catholique traditionnel, dont notre président de la République est quand même un assez bon représentant, a développé une certaine méfiance vis à vis de l'argent, c'est la pourriture, la saleté, la magouille. Je crois qu'un certain nombre de catholiques qui sont eux-mêmes des financiers, des banquiers, des personnalités d'aspect international ont peu à peu aidé les autorités ecclésiastiques à se rendre compte que ce discours était insuffisant, ne rendait pas compte de la réalité. L'argent a un rôle producteur, il est utile pour l'investissement. Il permet le développement de certains pays et il ne faut pas le condamner purement et simplement, il faut poser des règles. De ce point de vue là on voit très bien un infléchissement du discours de l'Eglise, d'ailleurs dans la dernière encyclique on ne condamne plus le capitalisme comme totalement pervers et notamment l'usage de l'argent, on reconnaît bien qu'il y a un usage positif si cet argent est au service d'investissements c'est-à-dire d'équipements de pays qui sont eux-mêmes producteurs de travail et donc font reculer le chômage et donc apportent une prospérité économique à un pays. De ce point de vue là il y a tout de même eu une évolution. Cela ne veut pas dire pour autant que tout usage de l'argent est à approuver. Comme on n'a pas d'information, la tentation du rejet est forte et je dirais de la même façon, il faudrait ici qu'une des premières tâches de la moralisation soit une information et une meilleure connaissance que les financiers pourraient donner aux citoyens, avec possibilité de contrôle sur cette information. Je crois qu'il s'agit là du premier mot de l'éthique ou de la moralisation du monde financier, il ne doit pas s'envelopper de brumes, de brouillards et ni se cacher derrière une trop grande technicité. Mais c'est sûrement difficile de tout mettre à plat. Je trouve qu'on n'est pas très bien informé, il faut dire que ce sont des sujets difficiles et techniques. Est-ce que les financiers ou les économistes sont eux-mêmes toujours au courant des choses ?

Quand on voit ce qui se passe en économie, on a l'impression qu'on a affaire là à une discipline ou à une science extraordinairement incertaine. Tout ce qu'on nous annonce en matière d'inflation et de déflation n'est pas toujours sûr. De même que l'on n'a plus grande confiance dans les économistes parce que l'on sait très bien qu'ils ont dit des choses contradictoires et qu'ils sont prêts à justifier toutes les politiques. Ce n'est pas du tout qu'on juge que des

personnes sont immorales ou incompétentes mais qu'elles sont débordées par des problèmes qui les dépassent et que personne ne maîtrise vraiment. L'intrication des diverses politiques économiques, des divers domaines, fait que je suppose qu'il est très difficile de maîtriser l'ensemble des flux financiers sur la planète. Qui est-ce qui est capable de faire ça ? Dans le cas du trafic de la drogue et du blanchissement de l'argent qui en provient, on ne me fera pas croire qu'on est tout à fait dans l'ignorance. Il y a des choses que l'on connaît mais que l'on ne veut pas révéler. Il y a des responsabilités qui sont effectivement prises, il ne faut pas porter un jugement global et penser que c'est si compliqué que personne ne maîtrise la situation, car cela pourrait cacher des comportements hautement condamnables.

—
—
—
—

VERS UN MONDE DE MÉFIANCE ?

ENTRETIEN AVEC MARCEL GAUCHET,

PHILOSOPHE, REDACTEUR EN CHEF DU "DEBAT"

Est-il possible d'engager une coopération effective entre le monde financier et les intellectuels pour refixer ensemble une éthique financière adaptée et anticipatrice ? J'ai, sur ce point, une réponse claire et certaine : non. On ne connaît rien, ni au problème de "déontologie de place" ni au problème d'organisation financière et cela n'aide pas à y voir très clair. Je crois que dans ce domaine l'apport des autorités morales et intellectuelles a toujours été très modeste. On a quand même affaire à un domaine essentiellement pragmatique. Face à ces questions, la seule chose que j'aie à exprimer ce sont des perplexités ; pour qui réfléchit de façon générale, non pas pour des spécialistes, il est évident que tout cela inspire le sentiment que l'on est dans un moment historique ou peut-être dans une situation définitivement instable. On se dit que l'on est dans un équilibre relatif qui ne peut pas durer comme tel. On est face à des tendances qui, parce qu'elles contiennent des logiques exponentielles sont purement et simplement intenable. Par exemple : il est extraordinairement frappant de voir que l'on assiste à une montée en puissance des marchés financiers liés à l'art à un moment où la crédibilité de l'art moderne est affectée à la racine. Il n'y a que les directeurs financiers que je connais qui croient à la valeur de l'art moderne. Le moment est au scepticisme ou au moins à l'interrogation, pour employer un mot faible. Voilà deux logiques antagonistes : dans la société, une espèce de mise en question croissante sur les orientations de l'art depuis cinquante ans et, parallèlement, une extraordinaire valorisation financière qui fait qu'une crouaille infâme d'un sous-artiste coté dans le Languedoc-Roussillon atteint des volumes financiers simplement inaccessibles au commun des mortels, aux 95 % de la population qui est en dehors des circuits financiers donc des volumes d'un niveau significatif pour une institution. Là, on se dit que les "bulles" sont faites pour écla-

ter probablement. On attend avec impatience le moment de l'atterrissage, viendra-t-il demain, après-demain, dans dix ans ? On n'en sait strictement rien mais on se dit que les choses ne peuvent pas durer dans l'état où elles sont.

Le point principal pour moi, c'est la notion de confiance. Vous dites : "L'édifice financier n'inspire plus la confiance". Soit. Mais qu'est-ce qui inspire, aujourd'hui, la confiance ? Rien. C'est pourquoi j'exprimais mon doute sur les autorités morales et intellectuelles parce que, dans le monde où nous sommes, je ne connais rien qui ressemble à une autorité morale et intellectuelle. Je vois des gens qui passent pour tel auprès des médias, les autorités morales qu'on convoque dans les grandes circonstances, face aux événements dramatiques, mais qui, par le fait même qu'on les convoque, entrent dans le scepticisme ordinaire. Entre l'Abbé Pierre, Renaud ou Johnny Hallyday, on ne sait plus très bien qui est l'autorité morale. En fait, aucun n'est une autorité morale. De ce point de vue, le monde des médias est un monde extraordinaire, parce que tout ce dont il s'empare, il le décrédibilise. Un homme politique médiatique est par là même suspect dans sa crédibilité. Il faut choisir entre être médiatique et être pratique, c'est ce qu'a fait Rocard. Avant il était médiatique et on ne savait pas où il allait et quand il a été pratique, il n'a plus été médiatique, il a subi les effets de la loi de disjonction qui sépare ces deux catégories. Il en résulte une conséquence pratique très importante : la culture économico-financière principalement, mais pas seulement puisque je crois que c'est vrai de la politique aussi, cette culture dans laquelle nous vivons est fondée sur la disparition de la confiance, on peut dire même qu'elle est mue par une dynamique de la méfiance. C'est d'ailleurs très exactement cette dynamique de la méfiance qui est le ressort de ce que l'on appelle l'individualisme contemporain. En réalité, il n'est pas un phénomène positif d'affirmation de l'individu, à mon avis ce qu'il a de typique c'est que c'est un individualisme de dissolution du collectif et de méfiance à l'égard de tout embrigadement dans un collectif quel qu'il soit : "Les autres font ce qu'ils veulent mais moi je tire mon épingle du jeu". Non pas de façon agressive. C'est typiquement l'individualisme contemporain. Simplement une petite conséquence pratique, qui nous ramène à l'instabilité dont je parlais, c'est que le monde économique dans lequel nous sommes, le monde financier tout particulièrement, ne peut pas vivre sans confiance, profondément, à commencer par la pratique la plus quotidienne, comment un marché de titres pourrait-il fonctionner sans la confiance des opérateurs ? D'ailleurs je m'étonne qu'il n'y ait pas davantage de truands qui appliquent une bonne logique individualiste...

Autrement dit, il y a une sorte de crédit nouveau, c'est un lieu commun, accordé à l'entreprise et à l'argent en tant que tel, un crédit qui est reconnu, mais c'est au nom d'un libéralisme de méfiance, de distance à l'égard de tou-

tes relations contraignantes, contractuelles qui, à court ou moyen terme, sape le fondement même de l'édifice. L'avenir est obscur car on est en face de contradictions patentes qui signalent l'instabilité de fond de la situation. Je ne vois pas, dans la logique où nous sommes, d'autre issue que des crises. Je ne sais absolument pas quand, comment et pourquoi elles surviendront. Ou bien un retournement de situation, c'est-à-dire le retour à une situation où on conspu l'argent mais où, du moins entre les gens qui le manient, règne la confiance. Autrement, l'évolution est en marche vers une évidente instabilité, on est dans des situations de contradictions.

A certains égards, tout le fondement des économies, à commencer par le fondement de la monnaie, c'est la garantie nationale. Jusqu'à nouvel ordre, les monnaies sont nationales, elles n'ont de garanties que nationales et en même temps tout le développement, significatif, des échanges financiers se passe précisément à l'échelle internationale et y compris ce fait que la moitié des opérateurs dans un pays passe son temps à jouer contre la monnaie de son propre pays. Moralement ce n'est pas la question, mais techniquement, à un moment ou à un autre, cela me paraît finir par poser des questions très graves. On ne voit absolument pas l'issue. Ainsi de suite, on a l'impression que ce développement relève d'un processus qui dévore ses propres bases, qui se rend impossible en s'étendant. Ce n'est pas la révolution mondiale et la contradiction fatale entre les rapports de production et le développement impétueux des forces productives mais cela ressemble malgré tout à une situation de ver dans le fruit. Alors réussira-t-il à manger toute la pomme ou réussirons-nous à l'en extirper avant ? Je n'en sais absolument rien mais on est en droit de se poser la question. Ce ne sont que des perplexités innocentes d'un ignare !

625

Autour de ce problème de l'éthique, qui est très à la mode, on ne sait que penser dans le monde où nous sommes. D'un côté, on voit bien, en effet, certains efforts pour cadrer, pour légaliser, toujours à l'échelle nationale, puisque jusqu'à nouvel ordre, comme les monnaies sont garanties de façon nationale, les règles de déontologie s'appliquent sur une place financière où les règles de droit s'appliquent à l'intérieur d'un pays où il y a des autorités souveraines pour les faire respecter. Parallèlement, le développement significatif se déroule à l'échelle internationale et à ce niveau c'est le brigandage qui règne : on peut ouvrir tous les jours la presse, on voit bien que toute l'immoralité pratique réside dans l'utilisation des dispositions permises.

L'internationalisation permet de violer allègrement tous les règlements nationaux. Je m'étonne même que la thèse paranoïaque sur l'éthique qui n'est en fait que le déguisement permettant l'immoralité réelle n'ait pas plus d'adeptes. Le fait est que les deux vont de pair et où est la vérité ? Personnellement je crois qu'il ne faut pas du tout chercher à appliquer ou opposer l'un à l'autre,

les deux sont vrais. La question intéressante, que l'on ne peut pas ne pas se poser, c'est qu'il y a bien un moment de collision entre les deux, et il va falloir choisir. Personne ne choisira en conscience, comme toujours dans l'histoire, mais il y aura un choix. Ou bien on fera sauter les règlements ou les déontologies au profit d'une espèce de marché mondial où tout est permis, ou bien, à l'inverse, des organisations trans-nationales comme la communauté européenne ou une espèce d'O.C.D.E. boursier, que sais-je ?, permettront d'encadrer le marché. Mais il y a des développements tellement contradictoires qu'on ne voit pas la possibilité de poursuivre très longtemps sur la même aire sans collision extrême. Le jour où tous les agents de change de tous les pays du monde seront présidents, il faudra trouver autre chose, ou cela deviendra un métier à haut risque. Lorsque toutes les banques seront mises sous surveillance, d'autorité, comme pour une B.C.C.I. à l'échelle internationale, il faudra peut-être faire quelque chose. Pour le moment les deux phénomènes se développent de concert : d'un côté les colloques sur l'éthique et le lendemain le scandale de "tartampion" ou "comment s'en mettre plein les poches". Le citoyen moyen a le droit d'être légèrement interloqué par la coexistence de ces deux types d'information à peu près quotidiennes. Je doute que l'on puisse vivre très longtemps dans cette schizophrénie.

626

En réalité, le brigandage règne, c'est une espèce de B.C.C.I. d'Etat, dont simplement toutes les activités sont occultes. C'est extraordinaire et cela montre à quel point la culture de la méfiance s'est installée dans les esprits autour de ce néo-capitalisme que l'on a tant célébré et dont on ne voit jamais qu'il est entouré d'une aura complètement sulfureuse et qui gagne dans les esprits à la mesure de cette aura. Le côté tout à fait étonnant de cette situation est que l'on ne dit pas : le capitalisme c'est bien parce que cela marche, c'est moral... on voit bien que c'est truandage et compagnie, mais c'est comme cela ! Dans la mesure où nous nous méfions les uns des autres et où chacun se débrouille, c'est la loi dans laquelle nous sommes. C'est un mode de légitimation tout à fait particulier et je doute qu'il puisse durablement avoir une existence collective très assurée. Toute cette remontée du libéralisme s'effectue sur un fond, non pas d'immoralité triomphante, mais sur l'idée qu'il vaut mieux se méfier de son prochain et compter ses propres sous soi-même. Aujourd'hui même les épargnants qui mettent leur argent modeste sur des livrets A vont demander des comptes pour voir si vraiment... On ne peut pas faire fonctionner un système économique ainsi, même en lisant Adam Smith. Le capitalisme, c'est la croyance dans la parole donnée, c'est un élément absolument central, la confiance est le facteur central de l'activité du marché.

Je suis très curieux de ce que sera le monde dans cinq ou dix ans de ce point de vue. Tout cela me semble une sorte de grande réussite par certains côtés,

et en même temps le sol sous les institutions nouvelles est très friable. On élève un arc de Triomphe sur un sable extrêmement mou qui menace de l'engloutir, on va voir la vitesse des deux processus...

Quant à demain, je crois que c'est bien la chose que personne ne voit très clairement. Je ne sais pas si vous avez rencontré, parmi vos interlocuteurs, des gens qui ont une vision plus lumineuse de l'avenir, de la direction de l'histoire, mais moi je n'en connais pas, ou alors ils ne sont pas très crédibles. On a affaire à un néo-capitalisme dont le triomphe est auto-destructeur, c'est cela le côté saisissant de la situation. Qui va l'emporter, le triomphe ou la destruction ? En tout cas, à coup sûr, le changement. On est dans un milieu instable donc il se passera quelque chose, mais on ne sait pas quoi. Pour que le capitalisme triomphe il faudrait qu'il change complètement. Sinon il risque de se diluer dans une économie de corruption mondiale, ce qui est peut-être l'avenir. C'est un scénario plausible. Le devenir le plus probable des économies de l'Est européen n'est, comme l'a dit un très bon auteur, ni le plan ni le marché, mais la corruption comme système social. Le tiers-monde, les pays en voie de développement, ne donnent pas une impression d'élévation vers la moralité publique à vitesse accélérée. Cela représente tout de même des masses considérables, on aura peut-être demain un, deux milliards de Chinois en proie à la débrouille individuelle la plus sauvage. Quand vous lisez dans le journal à la rubrique financière que l'argent du commerce de la drogue, c'est le F.M.I. qui le dit, est actuellement l'équivalent du marché des produits pétroliers dans le monde, cela est conséquent. Qui peut dire que l'on a les moyens de résister de façon certaine, à l'intérieur même de nos sociétés, à l'implantation mafieuse à l'intérieur des bourses ? A New-York ou à Londres, à Tokyo, c'est déjà fait, cela pourrait s'internationaliser. Si la mafia était aussi bien organisée qu'on le prétend, elle n'aurait pas à passer par des intermédiaires et deviendrait elle-même opératrice financière directe. C'est un scénario apocalyptique et aucun scénario de ce genre ne s'est jamais réalisé, mais une partie peut se réaliser. Une des tendances très lourde du monde actuel va dans cette direction, mais il en existe des contraires. C'est la pondération des deux qui est impossible à annoncer. Cela fait partie des choses auxquelles on ne peut que penser. En Europe, on n'y pense pas beaucoup parce que le phénomène de la criminalité, même s'il est important, reste tout de même marginal et le crime organisé est une notion qui n'a quasiment pas de sens dans nos cultures. Mais vu des Etats-Unis, le raisonnement est différent. La puissance financière d'organisations comme le cartel de Medellin, le recyclage des diverses organisations ex-politiques dans le banditisme (les moudjaïdines afghans), ce phénomène de cancérisation mafieuse des circuits financiers internationaux, est très important. L'affaire de la B.C.C.I. a été très éloquent. Cet argent colossal va bien quelque part, et

les gens qui veillent sur lui sont des opérateurs financiers très puissants. De temps en temps on peut ramasser des maladroits ou des gens qui ont poussé le bouchon très, très loin. L'argent ramassé par la B.C.C.I. est une goutte d'eau par rapport à l'échelle de la masse de l'argent mafieux qui circule. Le scénario de l'économie de corruption mondiale n'est pas totalement absurde même s'il est très improbable. Je trouve d'ailleurs que les écrivains, les essayistes manquent d'imagination parce que le public aime bien les scénarios apocalyptiques.

Il faut la Banque d'Angleterre, c'est-à-dire une garantie monétaire, et il faut le fait que l'intérêt soit pour les deux partenaires. Cela ne marche bien que si chacun a confiance dans l'autre. L'élément de confiance est central dans le capitalisme, chose qui n'est jamais dite, c'est un des points fondamentaux sur lequel bute le développement. Par exemple, dans des sociétés du tiers-monde, on ne peut faire confiance à personne. Le capitalisme doit se développer dans des sociétés très intégrées, très cohérentes où, non seulement, la garantie publique est très forte pour l'exécution des contrats, la monnaie, la paix et la sécurité sur le territoire qui sont fondamentales pour les échanges, mais l'élément de confiance privée est aussi nécessaire. Des systèmes comme les bourses reposent entièrement sur la parole, sur le fait que des gens qui ne se sont jamais vus, dans la mesure où ils appartiennent à certaines corporations qui ont une forte éthique professionnelle, se font intégralement confiance sur des choses qui vont très loin. C'est l'un des côtés vrais de l'opposition entre protestantisme et capitalisme. Il existe un certain élément religieux, moral et si cet élément s'effrite, il se passe des choses très graves. Si par principe on se méfie des partenaires avec lesquels on est en rapport, cela introduit une perturbation fondamentale dans le jeu des échanges. On en a l'exemple, a contrario, dans les pays du tiers-monde, où l'une des difficultés des économies est de trouver des interlocuteurs fiables. On ne peut construire une économie que sur des interlocuteurs fiables. Probablement, l'idée folle, dont les Etats-Unis sont le laboratoire, d'une contractualisation généralisée des rapports entre les gens, rend la vie impossible. A fortiori dans la vie privée, si on doit juridifier les rapports entre les sexes et faire un contract strict des obligations mutuelles des conjoints, cela devient très dur. Cette culture contractualiste extrémiste est l'expression de relations de méfiance entre les personnes. Dans ce juridisme extrême, il y a une culture qui rompt très profondément avec l'inspiration initiale de rapports entre les gens fondés sur la morale, donc sur la confiance. Si la réciprocité ne s'applique pas par définition et s'il faut tout prévoir, je ne sais pas jusqu'où cela peut aller.

MONEY, PLEASE !

VARIATIONS SEMANTIQUES ET LITTERAIRES POUR UNE SOCIOLOGIE DU "FRIC"

HENRI DESROCHE

DIRECTEUR D'ETUDES A L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

Money, please / Dans la chanson d'Yves Montand, c'est l'interpellation, courtoise et sardonique, de "Sir Godfrey", le gentilhomme cambrioleur nocturne dans les rues et les brumes de Londres, "le roi du requiem"... S'il avait été un banquier doué d'un grain d'espièglerie, il aurait affiché : "Votre argent m'intéresse". Et s'il eût été un voyou, il aurait simplement et prosaïquement annoncé : "Aboule ton fric"... Ledit fric selon les dictionnaires officiels étant l'expression populaire pour signifier l'argent, et selon les dictionnaires d'argot signifiant équivalement et *ad libitum* : le pèze, le flouze, l'auber, le blé, la braise, l'artiche, l'oseille ou les fafiots, la galette, le pognon ou le picailions.

Marcel Mauss nous avait prévenus : "se défier à jamais de cette sophistique qui consiste à donner le primat à telle ou telle série de phénomènes sociaux... Ni les choses politiques, ni les choses morales, ni les choses économiques n'ont rien de dominant dans aucune société... et ce ne sont que les logomachies qui les distinguent... Une monnaie, chose économique, est frappée par une nation, chose politique, et on y a confiance, elle inspire foi et crédit, phénomène à la fois économique et moral, ou même plutôt mental, habituel, traditionnel... La Politique, la Morale et l'Economique sont simplement des éléments de l'art social, de l'art de vivre en commun" (1923-24).

Et le même Marcel Mauss avait pondéré cet avertissement par une notification à incorporer dans une sociologie de l'Attente ou même de l'Espérance : "Même les faits sont, par tout un côté, des phénomènes d'attente: la loterie, la spéculation, le crédit, l'escompte, la monnaie (dont on croit qu'elle courra) correspondant à des attentes"... "Si l'un de vous, Messieurs, voulait bien nous

éclairer sur les faits de ce genre,...je ne croirais pas avoir abusé...de votre...attente...et vous auriez comblé la mienne..." (1924). D'où ce qui suit succinctement, pour entériner et pour réitérer l'invitation...

J'ai personnellement souvent médité cette anthropologie financière de Mauss, dans des histoires qui "me sont arrivées" comme autant d'histoires de monnaie ou d'argent... ou leurs équivalents. Bien sûr, j'ai lu ou relu le roman de Zola et l'essai de Péguy. Déchiffré le Capital de Marx et ses équations. Suivi à la trace les origines du capitalisme selon Max Weber, ses postérités ou leurs adjonctions. Discerné l'économie de la Chrématistique, selon que l'aura voulu Aristote, et même labouré les différences entre l'économie politique et les économies sociales. Servi comme écrivain public et m'étant, comme tel, acquis les mérites d'avoir formalisé les actes d'au moins trois grands congrès internationaux dédiés à et fomentés par des coopératives d'épargne et de crédit. Me suis aventuré - et mésaventuré - dans la collecte de capitaux nécessaires et suffisants à plusieurs entreprises juvéniles, puis à celle, interminable, des cotisations par une florale d'associations. Ai partagé les spéléologies contemporaines sur les coutumes tontinières, c'est-à-dire crédits ou/et mutualités comme économie souterraine dont les transactions parfois (par exemple au Rwanda, et peut-être au Cameroun ou au Bénin) sont assez substantielles pour représenter un défi aux emprises de la Banque... ou du Fisc. Me suis naturellement abreuvé aux exhaures de la Revue d'Economie Financière. Aurai aperçu et même perçu, en matière de "fric", la ligne de démarcation entre une économie du "gain" et une économie du "don" (autre dada de Mauss)... et même, au titre de la seconde, analysé et admiré les feux d'artifices d'un potlatch, d'une festivité, d'un carnaval, d'une "fête des fous", ce que de savants cahiers ont nommé une économie "d'oblation" ou une économie "sacrificelle", et que Bataille préférerait dénommer "de consommation". Avons épluché les destins de l'argent, et surtout ceux de l'or dans les utopies qui, les unes, les portent aux nues, et les autres, les vouent aux gémonies. A l'instar de mon maître, Fourier, aurait attendu, espéré, expecté les rendez-vous avec un mécénat magique à la rescousse de mes "idées en l'air" et leurs châtellenies dans des Ailleurs ou dans des Autrement... Ce qui, en forme d'anamnèses, étofferait déjà de très sérieux mémoires... d'un savetier au financier... Mais, *hic et nunc*, ce n'est ni le lieu ni le temps.

Je leur préfère - entre errances et aberrations et sous les auspices d'une polyphonie argotique déjà asticotée - quelques promenades sémantiques sur les signifiants et sur les signifiés du vocabulaire "sérieux" afférent à une "fricologie" et donc, entre autres, sur : 1. La monnaie ; 2. L'argent ; 3. Les deniers ; 4. Le capital ; 5. La finance ; 6. Le patrimoine ou la fortune ; 7. La ou les richesses. Qu'on me pardonne, chemin faisant, mes galipettes ont oublié dans les taillis

deux rejets de ce lignage. Le "numéraire" : il s'est excusé, il n'avait pas jeté sa gourme. Et "l'avoir" : il en était à fourrager dans les exercices de Gabriel Marcel pour y repêcher son identité entre une métaphysique "de l'être" et une phénoménologie de "l'avec".

1. La monnaie

Money, please ! La monnaie et son porte-monnaie, s'il vous plaît. Et surtout pas : de la fausse monnaie... ou une monnaie de singe. Sous peine de devoir rendre à ce faux-monnaieur la monnaie de sa pièce.

Et quels transits depuis la monnaie métallique jusqu'à la monnaie scripturale, monnaie fictive, papier-monnaie, qui surtout ne devienne pas monnaie de papier.

Ne pas négliger la menue monnaie, petite monnaie, monnaie d'appoint, qu'il s'agisse de "faire de la monnaie" ou bien de "rendre la monnaie". Et soutenir une monnaie de compte à l'étiage d'une monnaie d'échange...

Tout est-il monnayable ? Grave question ! Faut-il monnayer les dons de la nature ou du talent ? Ne faut-il pas donner gratuitement ce que tu as reçu gratuitement ? Selon Jean- Marius Gatheron (dans le *Pain et l'Or*) et avant lui selon Henry George ou la législation sabbatique, comme après lui selon une réitération pontificale, la terre n'a-t-elle pas été "destination universelle des biens" ? et donc, tout n'étant pas appropriable tout de go et à l'emporte-pièce, n'y aurait-il pas un service ou des services qui ne seraient pas monnayables ?... Il y a même un terme - la simonie - et un stigmat - le simoniaque - pour dénoncer une délinquance encore pire que celle des faux-monnaieurs : celle - roulardise et perfidie - qui machinerait de monnayer le non monnayable. John Wyclif, au XIVe siècle était tellement terrifié par cette perspective que, anticipant les slogans de Proudhon, il identifiait à une situation de péché le monnayage d'une propriété quelconque...

631

2. L'argent

Si le silence est d'or, la parole n'en est pas moins d'argent. Faute de monnaie d'or, mieux vaut monnaie d'argent ou "argenterie de famille" - Oh ! Romain Gary... - que monnaie de papier ou la monnaie de singe. A l'actif : l'argent frais, l'argent comptant, surtout s'il s'agit de payer, et encore davantage d'être payé comptant. Pour le moins : "en avoir pour son argent". Douteux : "avoir de l'argent", car on le soupçonne plus ou moins d'être mal acquis. Médiocre : "faire de l'argent" surtout si c'est faire argent de tout, car selon des croyances religieuses ancestrales (ecclésiastiques et coraniques) "l'argent ne fait pas de

petits"... Aggravation si cet argent prolifique est tenu pour argent qui n'a pas d'odeur ; et *a fortiori s'il est manié par un omnimonnayeur déclaré, déclarant* : "point d'argent, point de Suisse".

Equivoques ; "les puissances d'argent" ou même un "homme d'argent" ou même "l'homme argenté" en situation de nanti : ce qui serait plutôt au rebours de l'argentier, surtout Grand argentier, ancêtre royal du banquier.

Certes, "l'argent ne fait pas le bonheur", mais un autre bon sens le suggère, un manque d'argent pourrait bien générer un malheur et même - axiologie pontificale - un minimum de bien-être, donc d'argent, n'est-il pas indispensable à la vertu ?

Enfin ne faudrait-il pas départager les deux "argents" : l'argent "chaud" et l'argent "froid", selon inductions collectées et publiées par une "Université coopérative internationale". Chaud : l'argent de l'épargne, au fil des travaux et des jours, pétri de différentiels entre une production acharnée et une consommation austère ("l'ascétisme intramondain" selon Weber). Froid : l'argent de l'impôt, de l'Etat, d'une internationalité lointaine, ou même de la banque si celle-ci devient, est devenue une superstructure, un empyrée, une glaciation dans lesquels l'argent se cèle et se recèle énigmatiquement. Dans maintes ethnies de paysans africains, on préfère placer son argent "chaud" d'abord dans la thésaurisation du cheptel (cette figure préhistorique du "capital"), ensuite dans les jeux et enjeux des systèmes tontiniers, puis à la rigueur (et pour le prêter plutôt que pour l'emprunter), dans des caisses populaires d'épargne et de crédit mutuel, enfin dans la banque nationale ou commerciale, et plutôt pas dans une collusion avec une internationalité lointaine (sinon pour de l'argent à soutirer). N'est-ce pas d'ailleurs le Pont aux ânes de toute stratégie bancaire ? Comment mobiliser les avantages (et gisements) de l'argent "chaud" sans encourir inconvénients de l'argent "froid"... ? Et réciproquement.

632

3. Les deniers

Dignité d'une ancienne monnaie romaine. Indignité bi-millénaire d'avoir instrumenté le marché de Judas et les "trente deniers" moyennant lesquels le Christ aurait été vendu. "Les deniers de Judas !" : c'est une injure qui vous cingle. Triple revanche : le denier de Saint-Pierre, au bénéfice de la papauté ; le denier du culte au bénéfice du clergé ; et plusieurs crans au-dessous dans la graduation axiologique, le denier à Dieu, celui-ci n'étant autre que la gratification due ou donnée à un concierge quand un locataire prend place et position dans son immeuble.

"Au denier de"... lorsque l'argent fait des petits : "au denier dix", ...autrement dit à 10 %... En tout état de cause, ne pas confondre ses propres deniers

et les deniers de l'Etat, sous peine d'abus de biens sociaux, d'enrichissements illicites, et de scandales financiers : cette peine et ce pire n'étant pas toujours sûrs...

En plus noble, deniers devient "devises", acquérant leur plausibilité, au passage de frontières, soit dans une déclaration de devises, soit dans un marché des devises, à condition qu'elles soient convertibles soit dans un trafic de devises, les trafiquants, c'est-à-dire les contrebandiers, n'excluant pas d'être complices avec silences ou assentiments des douaniers. Ce marché des devises se signifie encore dans le marché ou bourse des valeurs. Et c'est un métier que de jongler dès lors avec deniers, devises et valeurs ; les uns à qui perd, les autres à qui gagne, d'autres à qui perd gagne ; et quelques-uns... à tous les coups l'on gagne, jusqu'à jouer un dernier coup... à quitte ou double... Il y a même des agencements ou établissements pour jouer à ces jeux...

4. Le capital

Ne parlons pas trop de "capitalisme(s)", même si une récente encyclique (*Centesimus annus*) nous convie à en distinguer deux, le bon et le mauvais. Et contentons-nous d'aller cueillir ce capital sur l'arborescence des économies dites "de marché".

1-Le marché foncier ou/et immobilier et ses "propriétés" étant louées ou affermées. 2-Le marché du travail : le capital y détient les instruments de production ou de travail, et s'y faisant "offreur" ou "donneur" de travail (*Arbeitsgeber*) à des sans-travail, et preneurs de travail (*Arbeitnehmer*), salariés sauvages, conventionnés ou participatifs... 3-Le marché des marchandises : un capital acheteur en amont, vendeur en aval, et fructifiant sur les marges "achats" et "ventes". 4-Le marché de l'argent enfin, ses achats aux prêteurs, ses ventes à emprunteurs, et optimalement, là à la hausse et ici à la baisse;.. Nonobstant, dans tous les cas, présence ou absence de régulation dans l'équivalent de marchés communs, à "double qualité", vendeurs et acheteurs s'identifiant les uns et les autres (y compris marchés coopératifs et leurs "utopies" équitablement partagées entre leurs espérances et leurs déconvenues).

Additif : ces capitalisations - la foncière ou l'immobilière, l'industrielle, la commerciale, la financière - peuvent se différencier ou se coaliser, se spécifier ou se corroborer, assumer l'une ou l'autre les rôles d'une accumulation primitive, et à partir de là soit envahir soit être envahie par... l'une ou/et l'autre des trois autres...

De surcroît, ces capitalisations de capitaux (c'est-à-dire d'avoirs) sont de nature, ou non, à se conjuguer avec trois autres capitalisations :

5-celle des pouvoirs dans les capitales (cf. *Y. Bourdet. Le capital, la capitale.*)

6-celle des vouloirs dans les Etats et dans leurs monopoles

7-celle des savoirs dans des cerveaux et leurs hégémonies ésotériques.

Lorsque ces trois capitalisations s'interfécondent pour fomenter leur nomenclatura, lorsque cette interfécondation s'interface ou s'interfère avec les ou des capitalisations économiques, ci-avant épinglées, lorsque, inversement, à l'autre pôle d'une société, sinon s'agrandit, du moins prend du retard (d'avoir, de pouvoir, de vouloir, de savoir) un contingent plus ou moins implusif de sa population, alors, dit-on, la conjoncture s'apparente là où elle s'achemine vers ce qu'on nomme une société duale même si, au mieux, cette dualité est celle qui perdure entre les dynamogénies performantes et une conviavialité végétative... Et face à ce défi, les temps sont tels que ce septénaire (4 + 3) de capitalisations en est encore à chercher son immunologie ou ses vaccins dans ses correspondances avec un septénaire de socialisations et par les temps qui courent, avec ou sans un ou des socialismes...

5. La finance

634

A "l'homme de finance", le fabuliste fait grise mine : "Un savetier chantait du matin jusqu'au soir : /C'était merveilles de le voir, /Merveilles de l'ouïr ; il faisait des passages, /Plus content qu'aucun des sept sages. /Son voisin, au contraire étant tout cousu d'or, /Chantait peu, dormait moins encor : /C'était un homme de finance..." (J. de La Fontaine). Zola déplorera "Paris de la finance". Proust ne flatte guère "Tout homme gommeux et riche de la finance". Et Balzac en avait plutôt raillé les parangons, exception faite pour la galanterie du Père Goriot. Quant à la "haute finance internationale", son acception commune ne va pas sans y subodorer un mystère ou une énigme respirant la manœuvre, inspirant un complot.

Heureusement ces opinions péjoratives cèdent le pas ou la place à des acceptions plus mesurées, voire élogieuses. C'est une norme honnête que de vouloir traiter "moyennant finances". Il est plutôt malsain qu'une entreprise ne soit pas "financièrement saine". C'est un mauvais signe, après tout, quand les financiers sont mécontents de la Bourse. Il n'est pas recommandable d'encourir des embarras financiers. C'est une chance que de trouver financement pour financer son entreprise ou tout simplement sa créativité. Les Finances, avec une majuscule, offrent des carrières plutôt recherchées. Et les finances locales sont d'une dignité à peine moindre que celle des finances publiques. La Loi des Finances est un moment clef de son exercice pour quelque gouvernement ou même régime que ce soient. Et quelle performance plus méritoire que de mettre de l'ordre dans les finances, ou de remédier à leur déséquilibre.

Peut-être le relent péjoratif du terme tient-il à ses obscures origines, suppo-

sées ou vérifiées. Vérifiées : sous l'Ancien régime, tractations pour obtenir une charge, et donc subséquemment la pressurer pour lui faire rendre son coût par un maximum d'avantages. Supposées : identification possible soit avec l'avare comme détenteur d'argent, soit avec l'usurier comme fournisseur d'argent : deux hypothèses à lever en tout état de cause, par la finance et par ses financiers.

6. *Le patrimoine ou la fortune*

Le patrimoine, comme capital transmissible, obéit aux variations du capital, et comme lui, il sera donc : foncier ou immobilier, industriel ou entrepreneurial ; commercial, avec son fonds de commerce ; financier avec son portefeuille ; stratégique avec sa rente de situation ; politique avec son réseau de connivences et de confrontations ; culturel avec ses héritages littéraires, artistiques ou scientifiques... N'y revenons pas et passons à la fortune qui, avec, avant ou après le travail, est incontournableement une des deux sources de tout patrimoine...

Contraire de l'infortune, elle doit, pour être cette source, s'avérer une bonne fortune, que ce soit à coup de chance ou de hasard ou que ce soit à coup de créativité, qui, aussi et souvent, se trouve être la bonne fortune d'une chance, d'un hasard, d'une grâce ou d'une advenue. "Un coup de pot", dit le langage populaire. "A la fortune du pot", dit le proverbe. Mieux vaut "faire fortune" que "perdre fortune". Et si mauvaise fortune, "faire contre" elle...un bon ou un meilleur cœur.

635

Assurément, la fortune s'identifie avec le patrimoine ou/et un capital, du fait de ce qu'elle représente en termes de richesses, d'opulence, de finances, de deniers ou d'argent... Telles les trois situations typiques : avoir de la fortune ; être sans fortune ; être comblé ou être frustré par des différences de fortune...

Mais le concept de fortune ajoute à des identifications deux spécificités : l'une d'extension, l'autre de gratuité.

D'extension : dans la bienvenue d'un destin (sa malvenue étant une infortune) : une ou des bonnes fortunes (au singulier ou au pluriel), un revers de fortune ; la fortune d'une œuvre, d'un livre, d'une doctrine ; un soldat ou un officier de fortune ; une fortune de mer ; la fortune des armes ; une réparation ou une installation de fortune...

De gratuité : comme la déesse Tyché, ou le hasard personnalisé dans une divinité féminine équivalente à une divinité-Providence, et Providence aveugle, ancêtre de la déesse romaine Fortuna, elle aussi aveugle, - oh ! grâce d'une divinité aveugle et d'un hasard qui ne laisse rien rien au hasard - , amante comme il se doit d'un homme et de l'humain de sa mortalité tantôt assise pour être Redux (accueillante au retour d'un voyage) tantôt debout pour être Hujusce

Diei (vigilente sur le jour que voici présent)... "Aveugle", ratifie l'Académie, qui ajoute : 'inconstante, capricieuse, changeante'... car dans le Temple de la Fortune, tourne la roue de la fortune... et ses faveurs qui nous traitent "à la façon des cailloux que la mer polit en les roulant"...

7. La ou/et les richesses

La richesse des nations", merci Adam Smith. "Les vraies richesses", merci Giono. "Bienheureux les pauvres" puisque, selon l'Évangile, d'autres richesses leur sont promises. Et en effet, au long du Moyen Âge, quelle galerie de "pauperes Christi" et même galerie double : *ad extra* dans une enfilade de dissidences ; *ad intra* dans une intergénération de monachismes, dont les vœux de leur pauvreté ont réalisé une des plus fabuleuses accumulations primitives aux fondations de l'Occident, comme d'ailleurs les monastères - sangha-bouddhiques en Orient.

Est-il vrai que les riches deviennent toujours de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres ? Un poète l'a déploré et Marx s'est embarrassé dans ses théories de la paupérisation, la relative et l'absolue... Les aggravations d'une société duale nous le font redouter tandis que l'amplification des classes moyennes nous promettent de contourner ou d'écarter cette menace... Turgot invite à y réfléchir dans ses "Réflexions sur la formation et la distribution des richesses. Et l'économie politique ne se veut-elle pas "l'étude de la production, de la distribution, de la circulation et de la consommation des richesses.

Il n'empêche : cette économie est d'abord, semble-t-il, une "chrématistique". Elle doit se forcer pour admettre qu'il n'est de richesse que d'hommes, pour (moyennant écologie) sauver ou sauvegarder les richesses naturelles, pour apprécier les richesses culturelles, artistiques ou littéraires. Elle épouserait plutôt la pente selon laquelle il s'agit d'être riche, riche comme Crésus, fabuleusement riche ; d'avoir à "faire riche" avec un riche parti, et donc faire un mariage riche ; de se promener en vêtements riches, dans une riche demeure, au riche mobilier, d'appartenir à un pays riche, riche d'argent, de sol et de sous-sol, de terre et de récoltes, d'entreprises et d'équipements, de moyens de vivre et de niveau de vie, de luxes et de fastes, d'aisance et de prospérité,...

Mais, avec ou sans cette chrématistique, il y a d'autres richesses à considérer ou, pour le moins, à ne pas déconsidérer... : la richesse d'une langue ; la richesse d'une culture ou d'une pensée ; la richesse d'une gastronomie ; la richesse des spectacles, d'une littérature, d'une œuvre, d'un style, d'une idée, d'une sagesse... Être riche en vertus, en mérites, en talents ; riche d'imagination, d'amour, d'espérances, de courage, de créativité ; pourquoi pas de magnanimité dans l'héroïsme ou dans les saintetés ? Des richesses qui promettent

d'être fertiles... versus d'autres richesses qui menacent d'être stériles... Et deux manières d'être riche : d'une part, ceux et celles qui accumulent capitaux, patrimoines, fortunes, richesses, producteurs et productrices de dividendes donc d'addition voire de multiplications... et qui vivent pour... ; et, d'autre part, ceux qui vivent de ces additions ou multiplications, en en soutirant, prélevant, parasitant leurs dividendes par leurs opérations de soustractions, voire de divisions sur de tels patrimoines... Dès lors, l'économie saute au-dessus de la chrematistique pour aller se jeter dans l'Éthique...

C'est bien ce qu'avancait Marcel Mauss : même la monnaie ou l'argent ou leurs équivalents, dont l'éventail vient d'être sémantiquement déplié, sont un phénomène à la fois économique et moral ou même mental inspirant foi confiance et crédit... en tout cas agencé et interagencé dans un psychisme social susceptible de somatiser, pour le meilleur ou pour le pire, de son imagination, de son expectative ou de sa rumeur. Pour le meilleur : cette histoire de l'Eldorado, dont l'espérance aura mis en route tant d'expéditions et tellement de caravelles. Pour le pire : cette histoire d'un Mercredi noir, analysé par la sociologie américaine en termes de prophétie-suicide : une rumeur s'est propagée, la semaine précédente, rumeur selon laquelle une banque ferait faillite, fermerait ses guichets et déposerait son bilan, le mercredi suivant. Et effectivement, les clients ayant été pris de panique par ladite rumeur et s'étant bousculés pour liquider leurs dépôts, le mercredi suivant, la banque a déposé son bilan, fermé son guichets et déclaré faillite. Comme quoi, il suffit de l'éviction d'une mémoire obsolescente par une imagination surgescence, pour que le fric prenne la poudre d'escampette.

Si j'étais banquier, je me méfierais de cette mémoire défaillante, ou de cette imagination aberrante. Il y va de sa monnaie, de son argent, de ses deniers et ses devises, de son capital, de son financement actif ou passif ; de son patrimoine, de sa fortune, et tout compte fait de sa richesse...fertile ou stérile... C'est la menue monnaie d'école buissonnière...pour faire rimer finance avec espérance et contribuer à ce que Duvillard de Durand, en 1789, aima dénommer "le commerce des expectations".

LE VOILE D'ARGENT

JACQUES BIROUSTE

PROFESSEUR A L'UNIVERSITE PAUL VALERY, MONTPELLIER

Principe cosmique, principe de bonheur, l'or a toujours été le symbole, la demeure de la connaissance ésotérique. Ses qualités de malléabilité, de dureté, et de réflexion lumineuse l'ont fait utiliser comme vecteur de contact dans la relation à l'inconnu : les icônes, l'ostensoir, les idoles, les médailles sont d'or. L'or était pour les Aztèques l'enfant des désirs de la nature, le symbole du renouveau périodique. Dans l'Oural, les hommes vénéraient l'or-serpent mythique, l'or vibration, matérialité de l'Esprit divin. Chez les Dogons et la Bambaras, Dan, le serpent qui se mord la queue, est maître de l'or, est or lui-même. Pour les Egyptiens et les Grecs l'or était l'arme de lumière et, pour tout dire, symbole solaire. Tout cela est bien connu, et les exemples regorgent. L'argent, d'une manière analogue, figurait comme symbole lunaire : les puretés de la lumière, l'éclat dans le noir, la sagesse des mystères divins. Référé à l'eau - principe féminin - il était autant objet de crainte que de désir, objet maléfique autant que propitiatoire, trahison autant que force, cupidité autant que vertu, avilissement autant que gloire. Tout cela, au travers de transformations culturelles historiques et aujourd'hui, dans notre modernité du moment, l'argent l'est demeuré. Pourquoi ? C'est affaire d'écran opaque qui cependant reflète la lumière. Alchimie de l'argent qui purifie la lumière en en absorbant la noirceur : séduction, et fonction d'occultation, de l'éclat argenté.

En soulignant que l'accroissement de la valeur d'éclairage en tant que telle devient une fin en soi, le Marx de la *Critique de l'économie politique* révèle le "latent" comme indispensable au départ même de l'économie politique, et rencontre ce que découvre l'expérience freudienne de l'inconscient à savoir que le sujet, dans la valeur de tout échange, est représenté auprès de la valeur

d'usage de communication par une marge, par une perte. Lacan a montré depuis, comment c'est dans cette marge que joue la plus-value, comme tentative conjuratoire d'un sujet qui, non identique à lui-même, rencontre l'impossible de sa jouissance. Cet effort, toujours vain, de récupération du sujet dans l'objet et dans les liens intersubjectifs de l'échange, est ce qui identifie la plus-value, homologue du plus de jouir, à un mystérieux tenant lieu d'objet perdu. La métaphore de cette perte, au lieu de son expression sensible première, c'est la lumière, la source de vie, la réponse au trou du néant. Ce qui la porte et la reflète en l'extrayant de la matière obscure en devient l'objet métonymique : l'or et l'argent remplissent au plus près ces conditions (le diamant n'y suffit pas, d'être transparent). Car il ne s'agit pas pour l'homme de reproduire la perte dans son absolu. L'or, l'argent, ne sont point identifiables à l'objet perdu : ils sont les témoins de la perte pour qu'advienne la présence. Ils tiennent leur fonction de leur qualité d'écran opaque, et plus spécialement l'argent tient la sienne de sa brillance lunaire. L'argent, en sa substance même de métal de lumière, métaphorise donc au mieux la position et le procès du sujet humain dans son commerce avec le langage (l'échange) : comme signe de l'échange, l'argent est pouvoir, puissance en acte, et sa manipulation réalise la dénégation de la perte, du manque à être, est une dénégation du clivage entre l'être et l'existant. A ce seul titre - mais qui représente tout notre effort à vivre malgré l'absence - il est concerné par la volonté de puissance. Et on le trouvera agi dans les innombrables dramaturgies de nos tentatives de suture (constitutions du moi idéal, des idéaux du moi, chaîne des identifications, investissements dans les valeurs culturelles, bref toutes formes de liens ou règne l'étayage du sujet par l'intersubjectivité). En revanche comme signifiant, l'argent est pouvoir du langage sur le sujet, langage constituant de l'échange, et donc il est dénégation de l'autre comme tel. Dans cette fonction de signifiante, l'argent ouvre une question sur l'être, il ne répond pas par des travestissements des modes de l'être.

On voit la différence. Pris comme signe, l'argent fonde l'alliance (le lien). Equivalent général des marchandises par convention sociale, il est ici le produit d'un énoncé discursif. Il figure le résultat d'un interdit de discours public, tenu par combinaison de signes, à l'instar de l'ordre social lui-même. Dans sa fonction de signe il participera des modes de résolution du manque à être, de la satisfaction des besoins, de la course au confort, de l'illusion de la maîtrise, et de la définition du corps (corps social ou corps personnel) en tant qu'unitaire. Ici la monnaie, la coupure, est à prendre comme morceau d'un ensemble. Et qui détient des deniers accède à une comptabilité de fraction, en référence à la somme totale qui pourrait être recomposée, si l'on venait à agglomérer l'ensemble des coupures qui lui en avaient été extraites. On notera ici

que le numéraire fonctionne identiquement dans sa valeur de nombre du Trésor.

A l'opposé, pris comme signifiant, l'argent n'a pas de signification : il n'est le signe d'aucune marchandise précise, mais il n'est pas non plus signe de marchandise apte à satisfaire un quelconque besoin, apte à produire une quelconque jouissance. Il n'a pas d'odeur car il figure ici l'impossible de l'alliance. Ni monnaie de besoin, ni besoin de monnaie, il indique le rapport au désir. En effet, puisque l'argent n'existe que par l'énoncé de la convention, le langage est la condition de l'argent en tant qu'équivalent général des marchandises. S'en suit que le rapport du sujet au désir et à la demande sont derechef en cause. Tout besoin, dans la revendication de la demande où on le formule, ne préserve pas cette demande de n'être pas seulement demande d'objet (l'étymologie du mot de besoin a affaire avec l'embarras), elle est demande de mise en rapport avec l'indiscernable de l'être. Alors l'argent, dans sa fonction d'équivalent général des choses; devient instrument le plus annihilant qui soit de toute signification. Il ouvre à la relation d'inconnu où se chiffre, par le langage, le destin du sujet.

C'est exactement à ce niveau qu'il est concerné par la découverte de Freud. On ne se contente plus aujourd'hui dans la pratique analytique, des premières chaînes associatives des patients au cours desquelles l'argent montrait en effet sa valeur de signe de puissance : images de puissance ou d'impuissance où ses qualités de commutation des marchandises le scénarisaient sous les formes baroques de l'oralité, de l'analité, du phallique ; autant de témoignages sur les efforts du Moi pour étayer ses forces, autant de leurres à la question du rapport à l'être. On sait que la découverte freudienne est celle du champ des incidences, en la nature de l'homme, de ses relations à l'ordre symbolique, et la remontée de leur sens jusqu'aux instances les plus radicales de la symbolisation dans l'être. C'est ainsi que la coupure, le numéraire, le billet, la pièce sont appréhendés dans le champ du transfert comme autant de césures, de scissions, où se chiffrent la différence, l'écart, l'altérité et la solitude du sujet coupé, du sujet manquant, du sujet du symbolique. Alors l'argent acquiert-il très vite son parfum : celui de la mort. Dans son maniement (à même le geste grâce auquel il circule dans l'échange signifiant) l'obsessionnel se révèle provoquer et éluder successivement l'inconnu du chiffre, l'hystérique substitue au manque l'obscénité du luxe étalé, le pervers se sert de la valeur d'échange comme instrument de corps à corps, et le déviant fonce (et s'enfonce) du côté où les devises sont à blanchir.

Ce qui apparaît en définitive au cours d'une cure psychanalytique, c'est que long et difficile est le travail de restitution à l'argent de sa valeur signifiante. Pendant longtemps tendent de se négocier entre le sujet et son moi le maintien des éclats lumineux où brillent les appeaux de la puissance d'un argent

signe. Mais, quoique chaque sujet puisse en faire ou en dire, il lui faudra bien, à la fin, marquer les éclats du signe d'un pouvoir d'ouverture et les convertir en un signifiant de la perte, où, en miroir à l'argent, le sujet vient à vaciller dans la vibration et dans l'étincellement de la lumière noire dont il est constitué noire de ce qu'il sait mais qu'il ne veut pas reconnaître : que tel l'argent il n'est...rien, sinon de n'être pas son propre signifiant. "Si *pacare* signifie pacifier, au long de la cure, le paiement n'est pas la paie, pour aucune paix" dit Pierre Martin (*Argent et Psychanalyse*, Navarin éditeur). Car la pureté légendaire de la lumière lunaire n'est que de réfraction, son miroir poussière d'étoiles dont aucun compte n'est tenable en un quelconque Trésor : pas de remboursement quand l'argent, hautement symbolique, ouvre sur l'insignifiable, à savoir le réel.

FINANCE ET CONFIANCE A L'EST

ENTRETIEN AVEC ALEXANDRE ZINOVIEV

ECRIVAIN ET LOGICIEN, MUNICH

Le système financier joue dans la société d'aujourd'hui un rôle décisif. On ne peut pas lier de façon rigide les systèmes financiers et les systèmes politiques : un système financier peut être totalitaire comme il peut être démocratique et, de toutes manières, aujourd'hui le dispositif financier penche vers le système démocratique. Je ne vois pas de contradiction entre la démocratie politique et les systèmes financiers, j'entends les dispositifs financiers de l'Occident. Le dispositif financier de l'Occident est son élément stabilisateur et son facteur de développement le plus puissant. D'une certaine manière, c'est le saint des saints des démocraties occidentales. Tout affaiblissement, toute destruction de ce système de financement, amènera inévitablement la destruction de l'Occident. Je ne veux pas me lancer dans des discussions théoriques complexes à ce sujet, mais j'ai un fondement théorique pour ce que j'affirme. En ce qui concerne l'Orient et les pays communistes, le dispositif financier dans les pays de l'Est joue un rôle tout à fait différent de celui joué dans les pays de l'Ouest, bien que là-bas aussi le dispositif financier soit d'une importance primordiale. Cependant, dans les pays communistes, il servait surtout comme outil politique. Par une suite de dispositions politiques, il a été mis dans un état épouvantable. Toute l'organisation de la société a amené le dispositif financier de ces pays dans un état d'instabilité et d'incertitude sociale. On parle beaucoup à l'Ouest des investissements de capitaux dans les pays de l'Est européen et on construit des illusions sur cette base. Cette orientation de la pensée occidentale me paraît sans perspectives. La participation des finances occidentales dans les pays de l'Est, ex-communistes, apportera quelques profits à certains occidentaux, mais ces bénéfices ne peuvent pas être considérés comme des bénéfices stratégiques, c'est-à-dire ce ne seront pas des bénéfices de signification historique. Il ne suffit pas de dire que la situation politique n'y est pas stable et même si elle se stabilise, du point de vue des

financiers, ces pays, pour une longue période, n'auront pas d'avenir.

Vous dites : la "sphère financière" est de plus en plus abstraite, éloignée de la compréhension générale, elle engendre ce que les financiers appellent les "bulles spéculatives". Ces temps derniers, j'ai beaucoup lu à ce sujet et les livres traitant de ces thèmes peuvent se diviser en deux groupes selon moi : d'une part, il y a une littérature étroitement professionnelle qui ne concerne que la technique même de la vie financière. C'est une littérature de haut niveau et j'ai beaucoup de respect pour ce genre d'écrits. Le deuxième groupe est constitué par les écrits de caractère philosophico-sociologico-politique. Cette littérature porte un caractère idéologique et propagandiste. Et celle-ci comme toute littérature de ce genre, n'éveille aucun passé. Cependant les idées propagées par cette nouvelle littérature ont beaucoup d'influence dans les ex-pays communistes, mais cette influence est exclusivement destructive. Enseigner aux gens d'Europe de l'Est les techniques financières est impossible, alors que l'enseignement au niveau idéologico-politique n'a aucun résultat positif. L'enseignement des techniques financières est impossible, simplement pour des raisons d'intelligence et de compréhension. D'autant plus que pour enseigner la technique financière il faut découvrir l'essence du système de financement. Or le rôle réel du système financier ne coïncide pas avec sa substance philosophique, idéologique et donc il apparaîtrait une contradiction. Pour liquider cette contradiction il faut créer un système dans lequel l'enseignement des techniques coïnciderait avec une sincérité, une clarté idéologique. Il faut éliminer ces bulles d'idéologie. Il faut parler des problèmes financiers sans mystification idéologique.

644

Quel peut être l'apport des penseurs à l'élaboration commune d'un nouveau code de la confiance partagée ? Tout d'abord, la confiance en l'argent. Ce n'est pas la confiance en l'argent en tant que tel, c'est la confiance dans le système de vie dans lequel l'argent est employé. S'il n'y a pas de confiance dans le système de vie, on n'aura pas confiance dans le système d'argent quelles que soient les circonstances. Par exemple, en Union Soviétique, l'or, les brillants, et les trésors sont en quantités surabondantes. Si, pour avoir confiance dans un système monétaire, il suffisait de la couverture en or, l'argent soviétique serait tout à fait fiable. Le délitement du système soviétique n'est pas dû au système financier mais à des raisons sociales.

Quel peut être l'apport des penseurs pour rétablir la confiance en l'argent dans notre pays où tout se délite ?

Tout d'abord, il s'agit d'apprécier d'une façon objective et impitoyable la situation réelle. La situation fiduciaire dans ce pays n'est pas une cause mais une conséquence. Les théoriciens doivent expliquer que tout dépend de la stabilité et des perspectives de la situation sociale elle-même, du système social.

Si on arrive à cette fin, la confiance dans le système monétaire, dans le système fiduciaire, se fera d'elle-même. Alors qu'à présent, la politique qui est menée par le gouvernement en Union Soviétique n'a aucune perspective. Bien au contraire, par sa stupidité sans égale, elle contribue à aggraver la situation dans ce pays.

Ce que l'on appelle l'éthique du business en général et des relations financières en particulier fait partie de la vie de ces sphères. Les gens respectent certaines lois morales, non par parce qu'ils ont envie d'être moraux, mais parce que le non-respect de ces règles mène à des pertes et à des catastrophes. Respecter ces lois est une condition inévitable du succès. Bien sûr, on assiste sans cesse à des infractions : il suffit de lire les journaux ou d'écouter la télévision, c'est un phénomène normal. Mais essentiellement le système financier de l'Occident me paraît moralement sain. Il n'y a pas, à mon point de vue, de problème aigu. Le problème consiste plutôt à garder ce système dans cet état. En ce qui concerne les pays de l'Est, les ex-pays communistes, on ne peut parler d'aucune éthique pour l'instant. Il n'y en a jamais eu et il n'y en aura guère jusqu'à ce qu'on y installe le mode de vie occidental. Si celui-ci ne peut pas fonder la base même de la société de l'Est, il ne pourra pas être question de problèmes moraux et il serait donc absurde de discuter d'éthique générale. On ne peut parler avec ces pays soit qu'au niveau de la force, soit qu'au niveau de garanties qui n'ont rien d'honorables.

645

Je ne pense pas qu'en Occident l'Etat ait perdu le sens des responsabilités, bien au contraire. Je vois un accroissement du sentiment des responsabilités étatiques. Bien sûr, d'un autre côté, on peut dire que dans ce monde rien ne se passe d'une façon absolue et idéale, il y a toujours des déviations et les hommes poursuivent leurs vues égoïstes. Bien que les hommes poursuivent leurs objectifs égoïstes, de toute façon ils collaborent d'une manière telle, que cela revient à une responsabilisation de l'Etat devant le pays et devant ses citoyens. Si les individus perdent le sens des responsabilités et se tournent vers l'Etat, je pense qu'il s'agit là d'un phénomène normal. Des millions d'êtres ne peuvent pas faire montre directement du sentiment de responsabilité, ils s'occupent de leurs petites affaires, ils ne sont pas professionnellement formés, ils ne sont pas suffisamment informés etc. Cela a toujours été et cela sera toujours, ils cèdent leur sens des responsabilités à une catégorie définie de gens dont c'est la profession. Ces deux phénomènes sont liés d'une façon indissoluble. Plus l'Etat prend des responsabilités pour l'ensemble et moins les individus sentent leur responsabilité propre. Dans les pays communistes ce phénomène a été mené jusqu'au bout. L'Etat a pris en charge la totalité du destin de la société et les simples citoyens ont totalement été privés du sentiment de responsabilité. Je ne pense pas que dans les pays occidentaux les citoyens de rang per-

dent totalement leur sentiment de responsabilité. Je vois ici une multitude de mouvements de masse. On fait des partis, des groupements en quantités considérable. Par exemple, le mouvement des verts, le mouvement écologique, démontre bien le sentiment de responsabilité. De ce point de vue je regarde la situation à l'Ouest d'une façon tout à fait optimiste. Au contraire, je suis beaucoup plus pessimiste quant à la situation dans les pays de l'Est, les anciens pays communistes. On constate en ce moment une activité politique intense dans ces pays : du point de vue de la propagande et de l'idéologie, on parle d'une résurrection nationale. Mais ce n'est qu'une apparence, au contraire, j'y vois un phénomène de perte de responsabilité totale. Les mouvements que je vois dans les pays de l'Est sont pratiquement à 100 % destructeurs. En ce qui concerne la Russie proprement dite, cela relève du vandalisme pur et simple. Un des faits qui démontre ma thèse est la résurgence des mouvements totalitaires dans plusieurs parties de la Russie. Je vois donc dans les stade actuel des phénomènes, le fait que c'est l'Ouest qui détient l'espérance et l'évolution de l'humanité. Et puisque nous parlons de dispositif financier, les systèmes financiers, du fait de leur poids, de leur rôle dans la société, sont obligés d'assumer cette fonction. Essentiellement elle mobilise des millions d'individus, qu'ils le veuillent ou non, pour jouer ce rôle. Je comprends que cette approche du problème ne va pas plaire à beaucoup de gens. Je ne suis pas l'apologue du mode de vie occidental, je ne suis pas anti-communiste comme je ne suis pas communiste, je suis un homme indépendant. Un seul critère me dirige, c'est le critère de la vérité. En tant que chercheur je suis obligé de reconnaître cette réalité dont je parle.

APPEL A L'AUTORITE PUBLIQUE

ENTRETIEN AVEC JOHN KENNETH GALBRAITH

PROFESSEUR EMERITE A HARVARD UNIVERSITY, ETATS-UNIS

L'anniversaire de la Caisse des dépôts et consignations, une vieille maison comme vous dites en français, est pour moi l'occasion de m'exprimer sur le rôle que joue une institution publique sur la confiance et l'importance que j'y attache.

Aujourd'hui, l'Amérique subit une grave crise de confiance à l'égard de ses institutions financières. Nos banques viennent de connaître la plus grave crise financière, bien plus importante que la crise des années 1930, nos caisses d'épargne sont en faillite et le contribuable américain va éprouver, pendant des années, le poids de cette banqueroute à grande échelle, orchestrée par cette dérégulation intempestive qui a vu le jour aux Etats-Unis dans les dernières années quatre-vingt. Est-ce que la présence d'institutions publiques aurait permis d'éviter ces faillites en cascade ? Sûrement et c'est pourquoi je respecte le rôle des institutions financières publiques. Leur premier rôle est d'établir un standard de sobriété, sans lien avec une institution privée. Elles doivent garder un comportement de long terme et réfléchir sans cesse au bien collectif.

La Caisse des dépôts me semble jouer un rôle de premier plan en France, dans cette matière, et le fait pour une nation de disposer de ce type d'institution offre l'avantage unique de pouvoir éviter des faillites semblables à celles que nous essayons aujourd'hui dans mon pays. Ces institutions publiques donnent au consommateur le sentiment de la confiance qui est fondamental dans le métier de la finance. Regardez les récentes paniques bancaires aux Etats-Unis, les gens ne savent plus si leurs organismes financiers sont en bonne santé ou non. C'est mauvais signe.

Dans un tel cadre, le rôle d'une institution publique est aussi de servir de modèle exemplaire, voire de supermodèle, pour inspirer le comportement des agents privés et jouer, dans le système, comme une fonction d'alternative.

Paradoxalement, nous sommes aujourd'hui dans une phase de socialisation de l'industrie financière aux Etats-Unis. De nombreuses caisses d'épargne ont été saisies par les autorités fédérales, tout comme l'ont été aussi des banques, des compagnies d'assurance. Cette grande période actuelle de socialisation, qui est pour moi une contradiction, est en fait la réplique aux excès de la finance américaine des années 1980 et de sa course à la dérégulation. Cette dérégulation a commencé vers 1979 et nous avons besoin, à présent, d'une plus grande régulation. C'est l'effet inverse et le retournement du cycle.

Comment alors penser la finance, l'argent, la confiance, au milieu de tant d'excès ? Je crois qu'il faut analyser ces concepts en termes de cycle. L'argent est un concept cyclique. Depuis toujours, on a beaucoup admiré les gens qui s'enrichissent et il faut toujours prendre en compte cette hypothèse que celui qui fait de l'argent sera admiré mais qu'il sera à la fois décrié, au cours du même cycle. La richesse et l'excès financier entraînent régulièrement des catastrophes. La fin du cycle est toujours couronné par un krach financier.

Prenez l'exemple de John Law. Admiré par la France pour son génie financier, il sera, trois ans après, emprisonné à Venise et maudit par les Français. De tels épisodes se sont répétés dans l'histoire des Etats-Unis et celle de l'Europe, aux Etats-Unis, durant les années autour du krach de 1929, tout comme dans ces années 1980, avec une nouvelle race de spéculateurs.

Dans ce contexte, je ne considère pas qu'il s'agisse, en priorité, d'une question d'éthique. Toute la question est d'analyser les comportements du public par rapport à l'argent, de ce public qui admire ces héros financiers et qui les rejette au moment où l'on découvre les fautes qu'ils ont commises. Mikael Milken était le héros de Wall Street, en 1980, il est aujourd'hui conquis et on l'accuse d'être responsable de tous les malheurs de l'Amérique.

A mon avis, le cycle des années 1980 n'est pas fini, il se poursuit. Il est plus sévère aux Etats-Unis et au Japon qu'en France, parce que la France a déjà connu ce type de cycles dans son histoire et que ces expériences passées ont donné aux contemporains une vision différente, une façon différente de traiter ces héros financiers.

Pour ma part, je n'ai jamais été critique sur le fait de posséder de l'argent, de posséder de la monnaie. L'argent a une force libératoire, sa possession n'entraîne aucune oppression du gouvernement. Mais le problème devient différent quand la possession de l'argent devient une fin en soi, un but à toute épreuve pour l'individu et qu'alors il n'y a plus de respect pour la loi. C'est l'histoire sans cesse répétée des spéculateurs. Aux Etats-Unis, les années 1980 ont été la période des aberrations financières au cours de laquelle le lien entre l'économie réelle et l'économie financière a éclaté. Nous avons subi trois secousses précises : la spéculation et la bulle pétrolière dans le Texas dans les années

soixante-dix, puis le boom de l'immobilier dans les années quatre-vingt et, enfin, l'ère des mégafusions acquisitions et des LBO, avec l'émergence du marché des junk bonds.

Aujourd'hui se fait le retour à la réalité : c'est la récession que nous subissons et qui touche les secteurs clés de l'économie. Nous sommes entrés dans l'épisode suivant, celui de l'après-spéculation. Les banques se consolident à très grande vitesse, entraînant une réduction de la compétition dans le milieu financier.

L'économie de marché a des limites et dans ces conditions nous avons absolument besoin, nous avons toujours besoin, d'un prêteur en dernier ressort, malgré le problème que pose le comportement des agents privés qui sont prêts à prendre toujours plus de risques. Maintenant, la socialisation de notre économie, par la création de nouvelles agences fédérales pour gérer la faillite des caisses d'épargne et les saisies des compagnies d'assurance, cette socialisation implique une nouvelle réflexion sur le rôle de l'autorité publique dans le fonctionnement de l'économie. Nous avons besoin d'une meilleure régulation de notre système.

La situation internationale accentue cette nécessité, en particulier les événements en U.R.S.S. Il faut absolument et sans condition aider l'Union soviétique. Les atermoiements de l'administration sur les formes de conditionnalité ne sont pas de mise aujourd'hui. Lorsqu'on commence à analyser l'économie soviétique, il est clair qu'une aide d'urgence est indispensable. Aider l'Union soviétique à se transformer et à devenir une véritable économie de marché doit être, à mon avis, un des axes principaux de la politique étrangère américaine.

Nous sortons de quarante ans de guerre froide, il est temps de penser maintenant au développement.

Mais cette question du développement nous ramène à celle de la confiance et de la nécessaire stabilisation des systèmes financiers. Il y a un mois, après un compte rendu de résultats de la City Bank, un vent de panique s'est déclenché parce qu'on a interprété le rapport et voulu conclure que cette banque était insolvable. L'impact a été immédiat sur les déposants et il a été mondial, les agences de Hong Kong ont enregistré des retraits fulgurants et considérables, de centaines de millions de dollars. Il est essentiel qu'existe un prêteur en dernier ressort et l'exemple de la France et de ses institutions publiques, comme la Caisse des dépôts, sont pour nous, un sujet de réflexion pour instaurer, au centre de cet ensemble d'institutions privées si fragiles, une autorité, un garant de la stabilisation.